

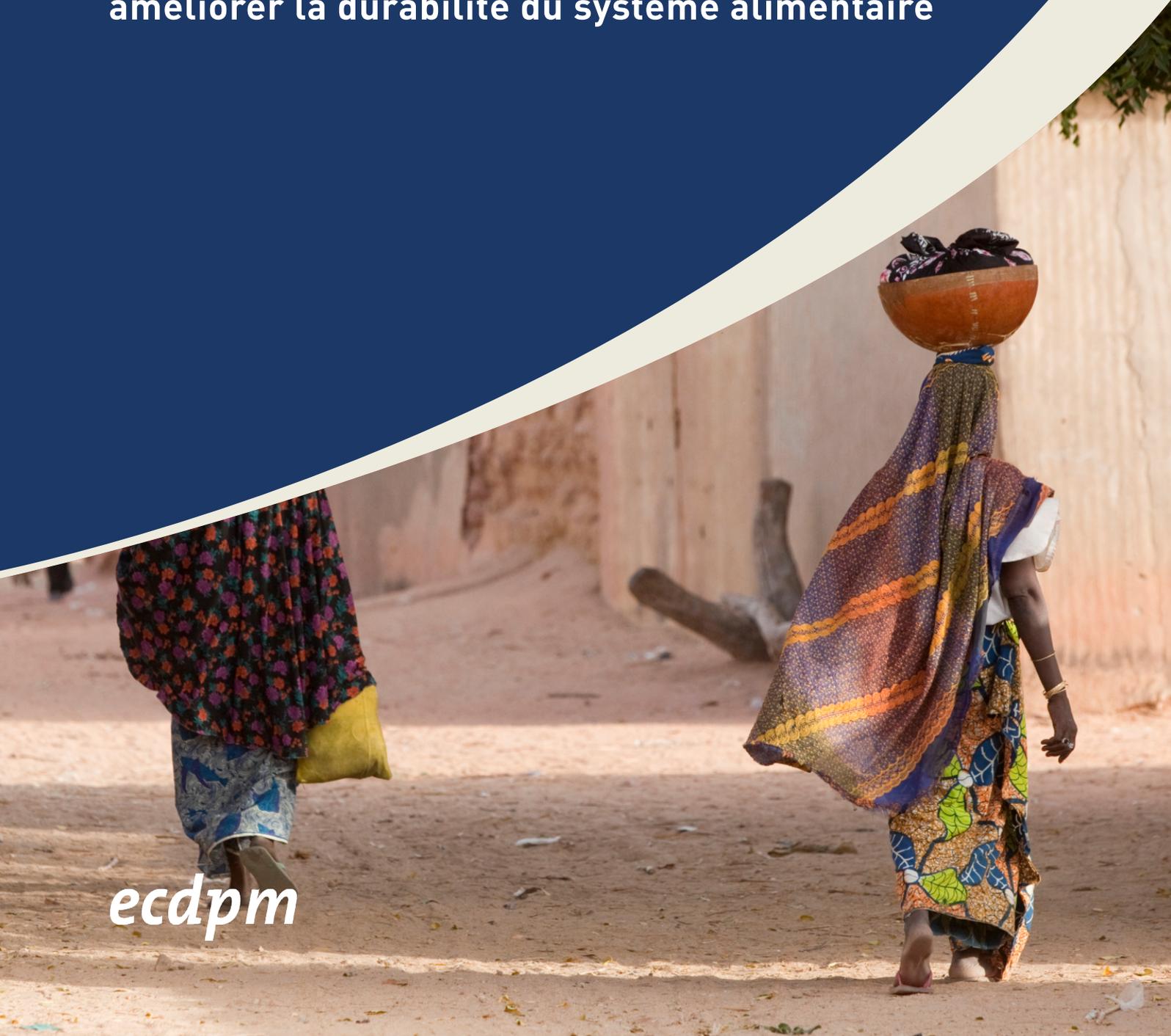


Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

Projet AgrInvest-Systèmes alimentaires Étude de cadrage du système agroalimentaire au Niger

Facteurs clés et chaînes de valeur prometteuses pour
améliorer la durabilité du système alimentaire

ecdpm



Projet AgrInvest-Systèmes alimentaires
Étude de cadrage du système agroalimentaire au Niger
Facteurs clés et chaînes de valeur prometteuses pour
améliorer la durabilité du système alimentaire

par
Poorva Karkare et Jeske van Seters
Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM)

Contributeurs
Moussa Seini, Margherita Bavagnoli, Milensu Kapaipi, Aimee Kourgansky,
Massimo Pera et Jose Valls Bedeau
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Citer comme suit:

Karkare P. et Van Seters J. 2021. *Projet AgrInvest-Systèmes alimentaires – Étude de cadrage du système alimentaire au Niger. Facteurs clés et chaînes de valeur prometteuses pour améliorer la durabilité du système alimentaire*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb3742fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-134092-9

© FAO, 2021



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY NC SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Photographie de couverture. ©FAO/Giulio Napolitano

Table des matières

Sigles et acronymes.....	vi
Résumé.....	viii
1. Contexte et approche	1
1.1. Le projet AgrInvest	1
1.2. Objectifs, concepts et approche de cette étude de cadrage	2
2. Cartographie du système alimentaire au Niger	4
2.1. Résultats et défis du système alimentaire	4
2.2. Facteurs structurels qui façonnent le système alimentaire.....	11
3. Chaînes de valeur agroalimentaires potentiellement prometteuses.....	20
3.1. Chaînes de Valeur I: lait et viande	24
3.2. Chaîne de valeur II: oignon	29
3.3. Chaîne de valeur III: niébé	33
3.4. Faisabilité politique et traction	36
4. Observations finales	37
Bibliographie	41
Annexe: Système alimentaire au Niger	44

Figures

Figure 1:	Cartographie des interactions dans le système alimentaire	3
Figure 2:	Progrès socio-économique au Niger 1990-2016	4
Figure 3:	Croissance erratique et contractions significatives dans le PIB par habitant	4
Figure 4:	Consommation estimée par habitant de nutriments comme les fruits, les légumes et la viande (grammes par jour)	7
Figure 5:	Niveau d'approvisionnement en juillet 2020	9
Figure 6:	Emissions de gaz à effet de serre, y compris le changement d'affectation des terres et la foresterie (tonnes métriques d'équivalent en CO ₂)	10
Figure 7:	Densité de population dans les différentes régions administratives du Niger	11
Figure 8:	Fournisseurs de services financiers au Niger	17
Figure 9:	Importance des marchés régionaux dans les revenus agricoles totaux en Afrique de l'Ouest	23
Figure 10:	Les transformateurs, ajoutant de la plus-value dans la chaîne, sont les plus défavorisés	24
Figure 11:	Schéma de la filière lait	25
Figure 12:	La filière bétail-viande bovine au Niger	26
Figure 13:	La filière oignon au Niger	30
Figure 14:	La filière niébé au Niger	34

Tableaux

Tableau 1:	Le système alimentaire du Niger – les grands enjeux, défis et opportunités, ainsi que les pistes d'amélioration possibles	21
Tableau 2:	Récapitulatif des filières prometteuses	39

Remerciements

Cette publication a été écrite par Poorva Karkare et Jeske van Seters du Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM) pour le projet AgrInvest-Systèmes alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui est financé par le Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale.

Les auteurs souhaitent remercier tout d'abord Moussa Seini, coordinateur du projet AgrInvest au Niger pour toutes ses contributions, y compris celles liées aux entretiens menés dans le cadre de cette étude. Les auteurs sont aussi reconnaissants aux autres collègues de la FAO pour leurs précieuses contributions, notamment pour leurs commentaires sur une version antérieure de ce rapport: Margherita Bavagnoli, Milensu Kapaipi, Aimee Kourgansky, Massimo Pera et Jose Valls Bedeau. Ils tiennent également à remercier leurs collègues de l'ECDPM Francesco Rampa et Sean Woolfrey pour tous leurs conseils et Alexandra Beijers pour la mise en page. Enfin, les auteurs souhaitent exprimer leur reconnaissance aux personnes qui ont partagé leurs expériences au cours des entretiens.

Sigles et acronymes

ACF	Action contre la faim
ADRIFi	Programme de financement de la gestion des risques de catastrophe en Afrique
AEP	analyse d'économie politique
AFD	Agence française de développement
ANFO	Association nationale des coopératives des professionnels de la filière oignon
ANIPEX	Agence nigérienne pour la promotion des exportations
ANPIP	Association nigérienne pour la promotion de l'irrigation privée
ANPIPS	Agence nigérienne pour la promotion des investissements privés et des projets stratégiques
APESS	Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane
AREN	Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger
BAD	Banque africaine de développement
BAGRI	Banque agricole du Niger
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CAIMA	Centrale d'approvisionnement en intrants et matériels agricoles
CCIN	Chambre de commerce et d'industrie du Niger
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
DDC	Direction du développement et de la coopération Suisse
ECDDPM	Centre européen de gestion des politiques de développement (European Centre for Development Policy Management)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FISAN	Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle
GDT	gestion durable des terres
GES	gaz à effet e serre
HC3N	Haut Commissariat à l'initiative 3N
HCIN	Haut Conseil pour l'investissement au Niger
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
I3N	initiative 3N « les Nigériens nourrissent les Nigériens »
ICG	International Crisis Group
INRAN	Institut national de la recherche agronomique du Niger
IPES-Food	Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (International Panel of Experts on Sustainable Food Systems)
MOPPS	Programme mobilité pastorale transfrontalière apaisée et stabilité sociale au Sahel
ODD	objectif de développement durable
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONAHA	Office national des aménagements hydro-agricoles
ONG	organisation non gouvernementale
PAFO	Organisation panafricaine des producteurs agricoles (Pan-African Farmers' Organisation)
PAM	Programme alimentaire mondial
PDDEPS	Projet de développement durable des exploitations pastorales au Sahel
PEPISAO	Projet élevages et pastoralisme intégrés et sécurisés en Afrique de l'Ouest
PIB	produit intérieur brut

PNUD	Programme des Nations Unies pour de développement
PRAPS	Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel
PREDIP	Projet régional de dialogue et d'investissement pour le pastoralisme et la transhumance au Sahel et dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest
PTF	Partenaires techniques et financiers
RECA	Réseau national des chambres d'agriculture du Niger
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SOLANI	Société du lait du Niger
SONIPEV	Société nigérienne de production et d'exportation de viande
SOTRACO-Niger	Société de transformation et de commercialisation de l'oignon du Niger
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
VSF	Vétérinaires sans frontières

Résumé

L'Agenda 2030 pour le développement durable souligne la nécessité de mettre en place des systèmes alimentaires plus durables pour faire face à des défis tels que la malnutrition, la pauvreté, la perte de la biodiversité végétale, la dégradation des écosystèmes et le changement climatique. Cependant, l'accès limité aux ressources financières entrave souvent l'accélération de la mise en place de systèmes alimentaires plus durables. Le projet AgrInvest-Systèmes alimentaires cherche à attirer des investissements conformes aux objectifs de développement durable (ODD) dans les systèmes alimentaires en tirant parti des fonds publics. Cette publication vient étayer le projet AgrInvest-Systèmes alimentaires en analysant le système alimentaire national du Niger par le biais d'une approche des systèmes alimentaires et de l'économie politique. Ces approches ont permis de cartographier et de relier les résultats et les défis du système alimentaire nigérien, les facteurs structurels, les enjeux de la durabilité, ainsi que les institutions et les acteurs. Ces analyses ont également permis d'identifier des chaînes de valeur prometteuses pour les investissements alignés sur les ODD, à savoir les filières lait et viande, oignon et niébé, et les goulets d'étranglement qui empêchent actuellement d'augmenter les investissements au Niger. Plusieurs solutions potentielles à ces goulets d'étranglement sont proposées et seront étudiées plus en détail dans le cadre du projet AgrInvest-Systèmes alimentaires.

1. Contexte et approche

1.1. Le projet AgrInvest-Systèmes alimentaires (AgrInvest-SA)

L'Agenda 2030 pour le développement durable souligne le rôle clé que jouent les systèmes agroalimentaires pour relever les défis mondiaux tels que la malnutrition, la pauvreté, la perte de biodiversité et de services écosystémiques, et le changement climatique. Ces défis sont accentués par la pandémie de covid-19, qui a entraîné des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement alimentaires les poussant près du point de rupture.

Partout dans le monde, un large éventail de parties prenantes soutiennent la transformation des systèmes alimentaires. Toutefois, leurs nombreuses initiatives indépendantes ne s'inscrivent pas dans un cadre commun pour ce qui est des interactions, interdépendances et compromis complexes inhérents aux systèmes alimentaires. Cela se traduit souvent par une incohérence des politiques et des interventions mal coordonnées.

Dans les pays à faible revenu, et en particulier en Afrique, les acteurs des systèmes agroalimentaires ont du mal à accéder aux ressources financières nécessaires pour accélérer les progrès vers les ODD et pour accroître la résilience aux chocs mondiaux. L'incapacité des institutions financières et des investisseurs privés à évaluer les possibilités de rentabilité sur les marchés de l'agroalimentaire est un obstacle majeur qui entrave les investissements.

Dans ce contexte, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a lancé l'initiative AgrInvest, qui vise à attirer les investissements privés dans des systèmes agroalimentaires en ligne avec les ODD en tirant parti des fonds publics. L'initiative s'efforce de contribuer aux stratégies nationales de développement, ainsi qu'au prochain sommet sur les systèmes alimentaires qui sera convoqué par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (António Guterres) en 2021. L'objectif principal d'AgrInvest est d'aider les parties prenantes à comprendre et à gérer les choix complexes qui ont des répercussions sur la durabilité des systèmes agroalimentaires, et d'accélérer les progrès vers les ODD.

Dans le cadre de l'initiative AgrInvest et dans le but de piloter cette approche, la FAO, en partenariat avec le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), met en œuvre le projet «AgrInvest: permettre des investissements inclusifs et efficaces du secteur privé dans les systèmes agroalimentaires». Ce projet vise à encourager les investissements alignés sur les ODD dans les systèmes alimentaires en Afrique qui contribuent à une croissance économique durable et génèrent des emplois ruraux, en particulier pour les femmes et les jeunes. Bénéficiant du soutien financier du Gouvernement italien, le projet est mis en œuvre au Burkina Faso, en Éthiopie, au Kenya et au Niger, et intègre dans ses analyses et ses activités l'impact et les réponses locales à la pandémie actuelle.

1.2. Objectifs, concepts et approche de cette étude de cadrage

1.1.1 Objectifs

Cette étude de cadrage est la première étape du projet AgrInvest au Niger et poursuit les objectifs suivants:

1. **Fournir une cartographie du système alimentaire au Niger et comprendre son contexte général.** Cette étude de cadrage décrit en termes généraux les résultats sociaux, environnementaux et économiques et les moteurs du système alimentaire du Niger, ainsi que ses principaux acteurs et les caractéristiques de l'économie politique, avec les défis et les opportunités de durabilité qui y sont associés.
2. **Identifier les grandes lignes susceptibles d'améliorer la durabilité du système alimentaire du Niger et les points d'entrée prometteurs, en suggérant des pistes pour l'orientation ultérieure du projet AgrInvest en termes de chaînes de valeur à cibler.** Sur la base de l'analyse du contexte et des objectifs du projet, l'étude de cadrage identifie un petit nombre de chaînes de valeur prometteuses, et les interventions de AgrInvest pourraient se concentrer sur une ou deux d'entre elles. L'étude présente pour les chaînes de valeur porteuses les principales opportunités et défis en matière de durabilité, de traction commerciale et politique.
3. **Établir les bases d'une approche en termes de systèmes alimentaires et d'économie politique pour le projet AgrInvest.** La compréhension du fonctionnement du système alimentaire du Niger et de l'influence de divers facteurs d'économie politique (c'est-à-dire ce premier résultat) constitue la base du déploiement d'une approche du système alimentaire politiquement informée pour promouvoir l'investissement durable dans les chaînes de valeur alimentaires, par la mise en œuvre du reste du projet AgrInvest.

1.2.2. Concepts et approche

Un système alimentaire peut être défini comme «tous les éléments et activités liés à la production, la transformation, la distribution, la préparation et la consommation des aliments» (Willett *et al.*, 2019). Les systèmes alimentaires sont intrinsèquement liés à une myriade d'éléments et de dynamiques, tels que la durabilité environnementale, la sécurité alimentaire, le développement, les moyens de subsistance et la santé, pour n'en citer que quelques-uns. Au cœur de nombreux enjeux, en partie repris dans les ODD, se trouve un lien crucial avec les systèmes alimentaires. Pour plusieurs défis – tels que les ODD 2 et 3¹ – les systèmes alimentaires sont le moteur le plus important. Les nombreux liens avec les éléments et les défis rendent amplement nécessaires les interventions et les points d'entrée, tant en termes de politique que d'investissement.

Mais la complexité des systèmes alimentaires entrave la formulation d'interventions permettant d'atteindre différents objectifs simultanément. En particulier, la gouvernance actuelle des systèmes alimentaires est incohérente, manque de coordination et présente de grandes asymétries de pouvoir, ce qui génère des inefficacités et du gaspillage. Souvent, les différentes politiques et les différents investissements se limitent ou s'annulent mutuellement. Dans ce contexte, l'adoption d'une approche du système alimentaire pour formuler des interventions peut accroître la cohérence et maximiser la synergie entre de multiples objectifs. Toutefois, la discussion et la formulation de propositions dans des systèmes complexes s'accompagnent de leurs propres défis, notamment les inégalités de pouvoir, le chevauchement des mandats, les intérêts

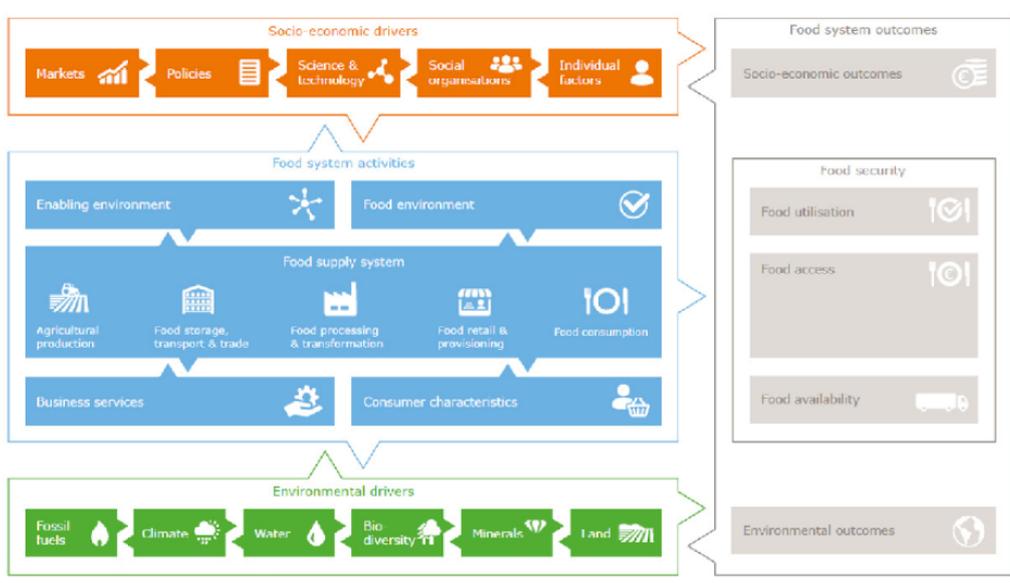
¹L'ODD 2 consiste à éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. L'ODD 3 vise à permettre à tous de vivre en bonne santé et à promouvoir le bien-être de tous à tout âge. Voir: <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>

bien ancrés et la dépendance à l'égard de la filière. À cet égard, l'analyse de l'économie politique (AEP) peut grandement compléter une approche du système alimentaire en faisant apparaître les différences de pouvoir, les intérêts et les domaines, tout en révélant comment le système est arrivé à son état actuel. L'AEP peut aider à comprendre les points d'entrée des propositions, les programmes et les incitations des principales parties prenantes, ainsi que la faisabilité. Elle pourrait conduire à une prise de décision plus inclusive, avec de meilleures propositions, une meilleure mise en œuvre et un meilleur suivi.

Cette étude utilise donc une approche en termes de système alimentaire, couplée à une analyse d'économie politique, afin de fournir la bonne combinaison d'outils pour décrire, diagnostiquer et aider à prendre des décisions concernant le système alimentaire au Niger. Elle s'appuie sur une approche des systèmes alimentaires développée par van Berkum, Dengerink et Ruben (2018), qui permet de cartographier les relations des systèmes alimentaires avec leurs moteurs et leurs résultats, comme le montre la figure ci-dessous.

Ce rapport est basé sur une analyse documentaire complétée d'informations recueillies dans le cadre d'entretiens individuels menés sur place auprès des parties prenantes. Ces entretiens individuels, réalisés par le point

Figure 1 Cartographie des interactions dans le système alimentaire



Source: van Berkum et al., 2018.

focal AgrInvest au Niger, ont en outre permis d'échanger sur les moyens d'améliorer la durabilité du système alimentaire, de mieux comprendre les initiatives locales et internationales en cours, et d'étudier les points d'entrée et les goulets d'étranglement dans les chaînes de valeur concernées. La pandémie de covid-19 a empêché les auteurs de se rendre au Niger pour mener les entretiens en face à face et réunir davantage de documents, ce qui a restreint les opportunités de collecte des données. De ce fait, nous n'avons pas pu approfondir certains points évoqués dans le présent rapport.

La section 2 présente une cartographie du système alimentaire du Niger. Elle en présente les grandes lignes, en termes de résultats économiques, sociaux et environnementaux et de défis de durabilité, ainsi que les moteurs, institutions et acteurs qui les façonnent. La section 3 présente les pistes d'amélioration du système alimentaire nigérien qui ressortent de notre analyse, et les suggestions qui en découlent en termes de chaînes de valeur à privilégier pour AgrInvest. Elle décrit la façon dont ces chaînes de valeur peuvent favoriser ces pistes et améliorer la durabilité du système alimentaire. La section 4 contient des remarques finales et quelques réflexions concernant la suite du projet AgrInvest.

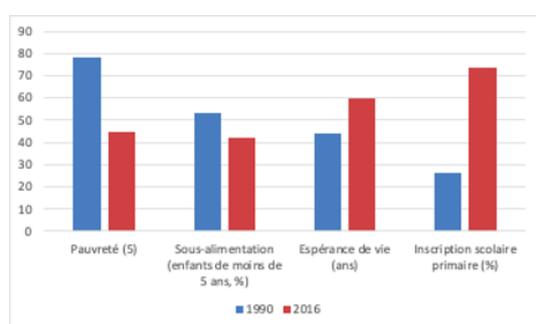
2. Cartographie du système alimentaire au Niger

2.1. Résultats et défis du système alimentaire

Résultats socio-économiques

Le Niger est un pays enclavé du Sahel, qui compte environ 21 millions d'habitants². Sa population a presque triplé depuis 1990, année où elle était de 8 millions d'habitants. La croissance démographique est de 4 pour cent par an, ce qui est l'un des taux les plus élevés au monde (PAM, 2020). Le pays a fait des progrès considérables en matière de réduction de la pauvreté et de sous-alimentation, d'une part, et d'amélioration de l'espérance de vie et de la scolarisation, d'autre part (voir la figure 2).

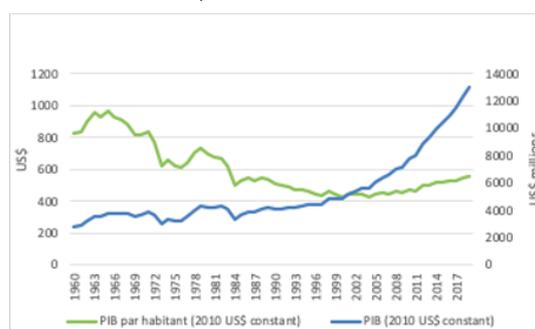
Figure 2 Progrès socio-économiques au Niger, 1990-2016



Note: les niveaux de sous-alimentation sont indiqués pour l'année 2000 et l'année 2016.

Sources: *Indicateurs du développement dans le monde*, Banque mondiale; Posthumus et al., 2018.

Figure 3 Croissance erratique et contractions significatives dans le PIB, par habitant



Source: *Indicateurs du développement dans le monde*, Banque mondiale.

Néanmoins, le Niger reste un pays à faible revenu qui a toujours été à l'échelon le plus bas du développement humain selon l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD, 2019). Le niveau de pauvreté reste obstinément élevé, à 41,4 pour cent en 2019 selon la Banque mondiale³. Malgré une baisse constante du niveau de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, les niveaux de consommation montrent la persistance d'un apport insuffisant en nutriments (Posthumus et al., 2018). Seuls 19 pour cent des Nigériens de plus de 15 ans savent lire et écrire (et 27 pour cent des moins de 15 ans), contre 35 pour cent des Maliens, 36 pour cent des Burkinabè, 40 pour cent des Tchadiens et 52 pour cent des Mauritaniens (Connan et Sada, 2019). En outre, seulement 14 pour cent suivent un enseignement secondaire et moins de 2 pour cent vont à l'université (Bertelsmann Stiftung, 2020).

La croissance a été erratique, avec des contractions importantes de l'économie pendant des périodes de sécheresse des années 1970 et 1980 (voir la figure 3), ce qui constitue un risque important pour le pays car sa population est très vulnérable aux risques climatiques. Ces épisodes de contraction ont affecté négativement le produit intérieur brut (PIB) par habitant. L'activité économique s'est accélérée depuis le début du siècle, avec une croissance moyenne de 3,6 pour cent au cours de la première décennie, puis d'environ 6,2 pour cent entre 2010 et 2018. L'économie reste peu diversifiée, dominée par l'agriculture pluviale. L'expansion du secteur secondaire au cours des dernières années est le résultat

² Voir: <https://www.concern.org.uk/news/niger-what-you-need-know>

³ Voir: <https://www.worldbank.org/en/country/niger/overview>

d'une activité minière accrue⁴ qui a cependant peu de liens avec le reste des activités économiques. Le secteur tertiaire n'est pas très développé et le secteur des transports inefficace ne permet pas de réduire le coût des échanges (Banque mondiale, 2017).

Il existe très peu d'entreprises privées nationales ou étrangères en dehors des secteurs pétrolier et minier. L'instabilité a découragé les investissements privés. Le cadre réglementaire des entreprises privées est considéré comme dépassé et incohérent et le marché du travail mal développé rend difficile la recherche de personnel bien formé (Bertelsmann Stiftung, 2020). D'autre part, on estime que le secteur informel représente entre 60 et 70 pour cent du PIB (Bertelsmann Stiftung, 2020; Aboubacar, 2017). La diversification et la compétitivité limitées affectent la participation du pays au commerce international. Les exportations agricoles sont importantes et le Nigéria est la destination principale.

La croissance démographique rapide, de 4 pour cent par an en moyenne, est un défi car l'économie n'est pas en mesure d'absorber la main-d'œuvre croissante (Banque mondiale, 2017). Par conséquent, une part écrasante de la main-d'œuvre est engagée dans le secteur informel. Cela est une réalité pour la région dans son ensemble, où l'emploi dans le secteur informel a augmenté rapidement (Club du Sahel, 2020). En outre, la croissance démographique exerce des pressions sur des ressources limitées comme l'eau et les terres fertiles. Avec ce taux de croissance démographique, il est estimé que le Niger pourrait devenir le pays le plus peuplé de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) après le Nigéria d'ici 2100 (Goïta et Frison, 2020).

Les besoins croissants en services publics comme la santé et l'éducation ne sont pas satisfaits, notamment en raison de ressources fiscales nationales limitées, et d'une mauvaise gouvernance des maigres ressources. Seuls 9 pour cent de la population ont accès à l'assainissement, tandis que 52 % seulement ont accès à une source d'eau (Bertelsmann Stiftung, 2020). Même si elle est comparable à celle de certains autres pays de la région, la répartition des revenus est assez inégale: les 10 pour cent les plus riches de la population représentent plus de 42 pour cent du revenu national, tandis que le chiffre correspondant pour les 50 pour cent les plus pauvres n'est que de 17 pour cent⁵. L'accès aux services est également inégal, la capitale Niamey présentant la plus forte concentration de services de santé et d'éducation (Körling, 2011). Les bénéficiaires de la croissance sont de plus en plus captés par les personnes les plus aisées. Néanmoins, le Niger est l'un des rares pays d'Afrique qui ont atteint ou dépassé le seuil de 10 pour cent du budget annuel consacré à l'agriculture et au développement rural, en accord avec la déclaration de Maputo (Goïta et Frison, 2020). Même si cela ne se traduit pas par de bons résultats du système alimentaire, il est clair que l'agriculture est une priorité de l'État du Niger.

Le pays présente une économie basée sur l'agriculture. Celle-ci emploie environ 85 pour cent de la main-d'œuvre, principalement dans l'agriculture de subsistance, et représente 40 pour cent du PIB. Outre la production de cultures – principalement des denrées de base comme le sorgho, le millet et le manioc, avec une certaine production commerciale de produits horticoles, comme les oignons et le niébé –, le pays dépend également de l'élevage (chameaux, chèvres, moutons et bovins) qui fait vivre 29 pour cent de la population et contribue à hauteur de 14 pour cent au PIB (Posthumus *et al.*, 2018).

Le Niger est fortement touché par les risques liés au climat. L'agriculture, qui assure la subsistance de la plupart de la population, est essentiellement pluviale, ce qui la rend particulièrement vulnérable en raison de l'irrégularité des précipitations et des fréquentes sécheresses. Cette situation est encore

⁴ Les prix de l'uranium étaient favorables en 2005-2014 et la production de pétrole s'amorce.

⁵ Voir: <https://wid.world/country/niger/>

aggravée par la déforestation et l'érosion des sols. La fragmentation des exploitations – dont la taille moyenne est de 5 ha pour 12 personnes – affecte les perspectives de modernisation. La plupart des exploitations dépendent du travail non rémunéré des membres de la famille (RVO, 2019a).

Les infrastructures du secteur agricole sont fragiles et les systèmes visant à minimiser les pertes alimentaires sont faibles⁶. Le Niger obtient un score de 21 dans l'indice des infrastructures agricoles, contre 48 au niveau mondial. En conséquence, la valeur ajoutée agricole par travailleur est extrêmement faible, à 541 dollars des États-Unis (USD) en 2018, par rapport à la moyenne ouest-africaine de 3 731 USD⁷.

Alors que le taux de chômage global en 2014 s'élevait à 17 pour cent, le sous-emploi touchait 68,4 pour cent de la population active, les zones rurales étant les plus touchées. Pour un pays dont environ 70 pour cent de la population est âgée de moins de 25 ans, la création d'emplois est un moyen important de garantir non seulement la réduction de la pauvreté, mais aussi le maintien de la paix et de la sécurité (RVO, 2019a). Malgré le potentiel important du développement agropastoral pour la transformation économique par la modernisation, cela ne s'est pas produit, pour une multitude de raisons telles que les faibles niveaux de productivité, la concurrence des importations, la capacité limitée de l'État à soutenir les agriculteurs et les entrepreneurs, et le manque d'infrastructures.

Il y a des inégalités considérables entre les femmes et les hommes. Le score du pays sur l'indice d'inégalité de genre est l'un des pires au monde (Bertelsmann Stiftung, 2020). Même si elles représentent 43,1 pour cent de la main-d'œuvre du pays, le rôle des femmes dans la production agroalimentaire est restreint à cause de leur accès limité à la terre et au financement, ce qui affecte leur productivité (Bertelsmann Stiftung, 2020). Elles produisent systématiquement moins que les hommes (Banque mondiale et campagne ONE, 2014). Le taux de chômage des femmes est également plus élevé que celui des hommes (28,9 pour cent contre 4,4 pour cent). Le désir d'avoir des enfants, combiné à la baisse des taux de mortalité, se traduit par des familles plus nombreuses et des taux de dépendance plus élevés. Cette situation a eu un impact négatif sur la santé et l'état nutritionnel des femmes ainsi que sur ceux des enfants (Banque mondiale, 2017). Le faible statut social des femmes a également eu un impact négatif sur leur état nutritionnel (PAM, 2020).

L'accès au financement des acteurs des chaînes de valeurs agroalimentaires reste un défi, malgré les réformes et le développement du système financier depuis 1999. Les principales contraintes qui entravent l'accès au crédit des acteurs du secteur agricole et de l'élevage sont le coût élevé du crédit, l'insuffisance des garanties physiques et financières, et les écarts entre les calendriers de paiement des prêts et les cycles de revenus des agriculteurs (Gouvernement du Niger, 2016 ; Posthumus *et al.*, 2018).

2.1.2. Sécurité alimentaire et nutrition

La situation de la sécurité alimentaire au Niger est très problématique. Selon le PAM, environ 20 pour cent de la population ne peut satisfaire à ses besoins alimentaires, et ce chiffre passe à 30 pour cent en période de soudure⁸. Plus de 40 pour cent des enfants souffrent de malnutrition chronique, tandis

⁶ Selon les données de la FAO, les pertes alimentaires sont estimées à 9,6 pour cent pour les légumes, 11 pour cent pour les fruits, 4,9 pour cent pour les céréales et 5,6 pour cent pour les légumineuses. Voir: <https://foodsystemsdashboard.org/countrydashboard>

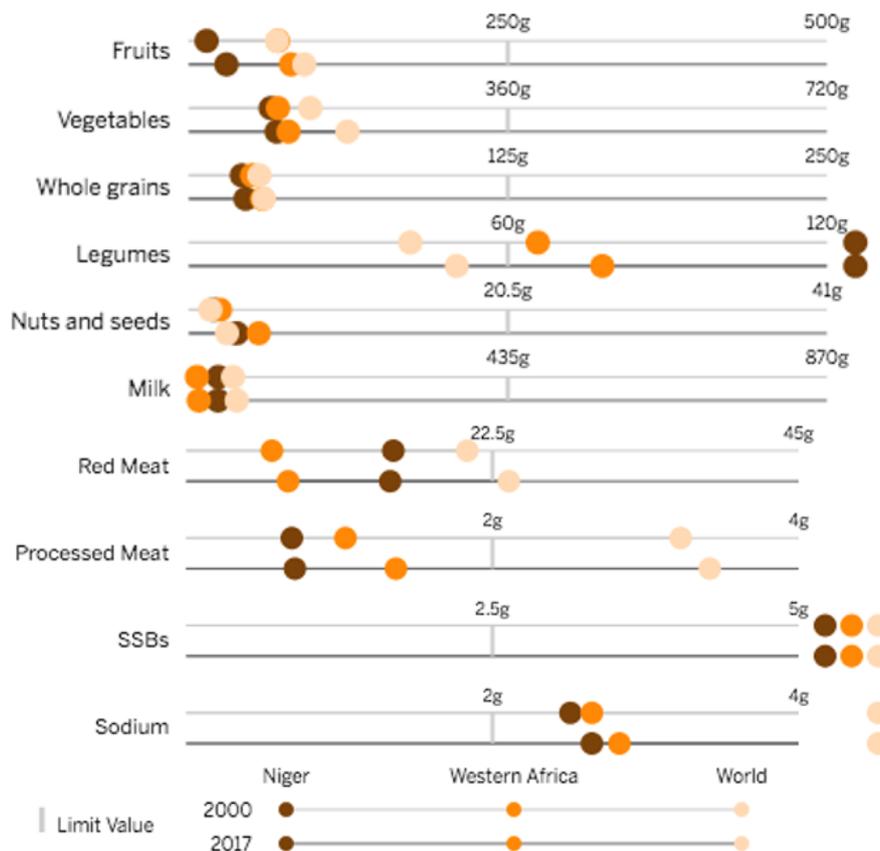
⁷ La valeur ajoutée agricole par travailleur en Afrique de l'Ouest est supérieure à la moyenne mondiale de 3 352 USD. Cela peut s'expliquer par les cultures de rente comme la noix de cajou et le cacao. Voir: <https://foodsystemsdashboard.org/countrydashboard>

⁸ Voir: <https://www.wfp.org/countries/niger>

que la malnutrition aiguë atteint 10 pour cent. Les trois quarts des enfants ont un apport insuffisant en nutriments (PAM, 2020). La diversité minimale du régime alimentaire (pour les enfants de 6 à 23 mois) est particulièrement faible (8 pour cent) par rapport à la région dans son ensemble (25 pour cent). En bref, la carence en nutriments est particulièrement élevée parmi les groupes les plus vulnérables, notamment les enfants de moins de deux ans, les adolescents et les femmes enceintes et allaitantes. Alors que la dénutrition est endémique, le surpoids et l'obésité sont en augmentation dans les zones urbaines (FAOSTAT; Posthumus *et al.*, 2018)⁹.

En Afrique de l'Ouest, les deux tiers de toutes les femmes employées travaillent dans l'ensemble du système alimentaire. Elles dominent les segments non agricoles des chaînes de valeur alimentaire, y compris la transformation et la vente des aliments¹⁰. Néanmoins, leur accès à des aliments abordables et nutritifs est limité. Près de la moitié des femmes en âge de procréer (49,5 pour cent) sont anémiques et seulement 34 pour cent pratiquent l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de la vie de l'enfant, cette proportion diminuant sensiblement à partir de 4-5 mois (PAM, 2020).

Figure 4 Consommation estimée par habitant de nutriments comme les fruits, les légumes et la viande (en grammes par jour)



Source: Figure élaborée par Food Systems Dashboard

⁹ La prévalence de l'obésité chez les adultes dans le pays est passée de 2,5 à 5,5 pour cent entre 2000 et 2016. Voir: <http://www.fao.org/faostat/en/#country/158>

¹⁰ Voir: <http://www.oecd.org/swac/topics/food-security/wikigender-online-discussion-september-2020.pdf>

¹¹ Alors qu'un régime alimentaire suffisamment énergétique coûte 0,44 USD (soit 63 % des dépenses alimentaires moyennes), un régime alimentaire adéquat en nutriments coûte 1,47 USD (209 % des dépenses alimentaires moyennes) et est inabordable pour la moitié de la population, tandis qu'un régime alimentaire sain est encore plus cher à 3,58 USD (510 pour cent des dépenses alimentaires moyennes) et hors de portée de plus de 90 pour cent de la population.

Alors que presque tous les ménages disposent de ressources financières suffisantes pour accéder à un régime alimentaire pouvant répondre à leurs besoins de consommation énergétique, pour une proportion importante d'entre eux, un régime alimentaire nutritif avec des aliments variés est inabordable, représentant jusqu'à 209 pour cent de la dépense alimentaire moyenne (FAO *et al.*, 2020)¹¹. Cette proportion varie d'une région à l'autre, ce qui montre non seulement les différents niveaux de revenus, mais aussi l'inégalité d'accès à la nourriture en raison de l'offre limitée.

La consommation de fruits et de légumes, de céréales complètes, de noix et de graines est particulièrement insuffisante, comme le montre la figure 4. Bien qu'elle soit supérieure à la moyenne ouest-africaine, le lait est également sous-consommé. En revanche, la consommation de légumineuses est plus que suffisante. Le niveau de consommation de boissons sucrées et de sel est supérieur aux niveaux conseillés. Outre la pauvreté et le changement climatique, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est également exacerbée par les conflits. Selon les estimations, les déplacements internes sont les plus importants dans le centre du Sahel, le nombre de personnes déplacées augmentant de 300 pour cent dans les régions de Tahoua et de Tillabery au Niger (FAO et PAM, 2020).

La pandémie de covid-19 aggrave la situation alimentaire et nutritionnelle. Selon les projections du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, la croissance nationale en 2020 pourrait ralentir à 0,6 pour cent (Africa confidential, 2020). Pour un pays dont la population augmente en moyenne de 3,9 pour cent par an, cela représente une croissance négative du revenu par habitant. Selon les estimations du gouvernement, le nombre de personnes susceptibles d'être touchées pendant la période de soudure de juin à août 2020 par cette pandémie a plus que doublé, passant à 5,6 millions, contre 2 millions avant la covid-19 (Gouvernement du Niger, 2020). Dans le même ordre d'idées, la FAO et le PAM ont identifié le Niger comme l'un des 27 «pays à risque» qui se trouvent en première ligne d'une crise alimentaire imminente provoquée par la covid-19, car la pandémie aggrave les facteurs préexistants de la faim (FAO et PAM, 2020). Dans l'ensemble de la région ouest-africaine, ce nombre devrait passer à 17 millions¹².

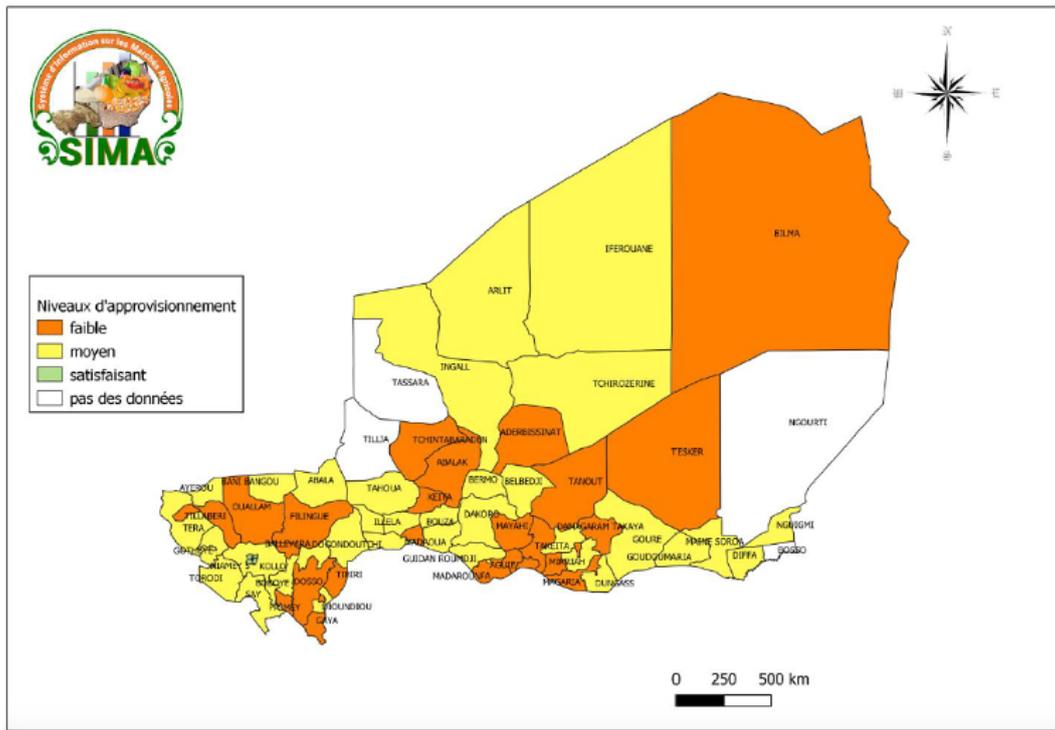
En juillet 2020, selon le bulletin Albichir (Albichir, 2020a), l'approvisionnement en céréales est resté moyen (voir la figure 5) malgré les perturbations de la chaîne d'approvisionnement suite à la fermeture des frontières, notamment avec le Bénin, le Burkina Faso, le Nigéria. La disponibilité des produits alimentaires sur certains marchés commençait à diminuer en raison du début de la période de soudure et de l'épuisement des stocks des négociants. Les restrictions de l'utilisation des transports publics et de la vente de nourriture sur les espaces publics ont eu un impact important sur l'accessibilité (FAO, 2020a). Cela a touché le Niger, où la fermeture des marchés et des frontières a effectivement «supprimé des points de vente pour les agriculteurs et bloqué des couloirs pastoraux et des routes d'approvisionnement vitales pour les communautés» (Goïta et Frison, 2020).

La production de cultures de contre-saison, de fruits, de légumes et de fourrage a été entravée par divers facteurs (notamment le manque de main d'œuvre) et par un accès réduit aux intrants, ce qui a pu provoquer une pénurie en produits alimentaires (FAO, 2020a; APSS, 2020). D'autres activités commerciales ont été gravement touchées par la pandémie. Les mesures de confinement, par exemple, ont également affecté l'approvisionnement en légumes frais dans des villes comme Niamey. Avec les

¹² Voir: <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/when-a-global-virus-confronts-local-realities-coronavirus-covid-19-in-west-africa-8af7f692/>

fermetures et les restrictions aux frontières, les produits d'exportation finissent par être gaspillés en raison d'une gestion après-récolte limitée (ROPPA, 2020)¹³.

Figure 5 Niveau d'approvisionnement en juillet 2020



Source: Bulletin Albichir, juillet 2020.

La situation est particulièrement grave pour le bétail, dont la libre circulation est essentielle à la subsistance des éleveurs, étant donné qu'environ 70 pour cent de l'élevage dépend des activités de transhumance. La fermeture des marchés et la restriction de la mobilité peuvent entraîner une hausse de la mortalité et une baisse de la reproduction (ACF, 2020). Elles poussent les pasteurs vers les zones périurbaines à la recherche de fourrage pour le bétail, ce qui augmente le risque de conflits intercommunautaires, en particulier entre les éleveurs et les agriculteurs (APESS, 2020). Si cette situation a entraîné une hausse des prix d'une part, elle a également affaibli la source de subsistance des pasteurs et conduit à certaines baisses de prix¹⁴. On observe une pénurie d'animaux sur le marché, et la chaîne de valeur du lait frais est gravement affectée avec un endettement accru (APESS, 2020).

En dépit de ces défis, on observe une reprise quasi-totale des activités économiques au Niger à partir de juillet 2020 (ACF, 2020). De même, les termes de l'échange bétail contre céréales sont en défaveur des éleveurs (Albichir, 2020b)¹⁵. Selon le bulletin Albichir de septembre 2020, il y a eu une légère diminution des prix des céréales locales, du fait de l'amélioration de l'offre issue des nouvelles récoltes dans plusieurs localités. Néanmoins, le niveau de prix reste haut par rapport à la moyenne quinquennale 2015-2019 (Albichir, 2020b).

¹³Bien que nous n'ayons pas trouvé de preuves de ce phénomène au Niger en particulier, des rapports, notamment celui du ROPPA (2020), suggèrent que ces problèmes se posent dans les pays voisins, par exemple les exportations horticoles destinées au Ghana et à la Côte d'Ivoire ont pourri en raison de l'absence d'installations de stockage.

¹⁴Par exemple, le prix des caprins et des ovins a chuté respectivement de 14 et 12 pour cent entre juillet et août (ACF, 2020).

¹⁵Les prix des animaux sont en baisse par rapport à la moyenne des 5 dernières années du fait de la baisse de la demande consécutive à la fermeture des frontières. D'autre part, les prix des céréales dans quelques marchés du pays ont augmenté de 15 à 40 pour cent (FEWS NET, 2020)

2.1.3. Vulnérabilités environnementales

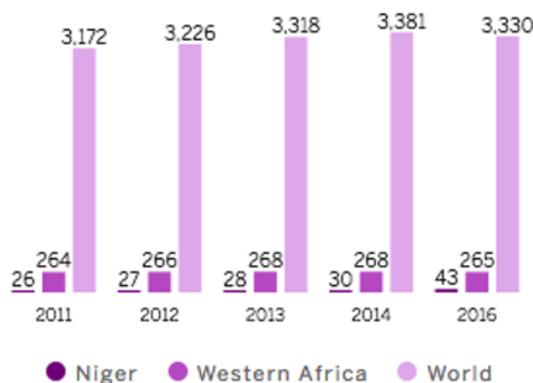
Le Niger est l'un des pays les plus chauds et les plus secs du monde. Les tendances du changement climatique entraînent une augmentation des températures, des taux d'évaporation et une augmentation de la variabilité des précipitations (Ashley, 2020). La fréquence accrue des sécheresses et les pénuries d'eau qui en résultent dans l'agriculture pluviale font peser des menaces importantes sur l'agriculture de même que sur le pastoralisme, en raison d'une saison des pluies extrêmement courte et erratique, et des longues périodes de sécheresse. Les catastrophes causées par le changement climatique ont encore affaibli la résilience des communautés (ACF, 2020). Par exemple, pendant la saison des pluies en 2020, les inondations à Oly dans le Nord de la région de Maradi au Niger ont provoqué la mort de centaines de personnes. La perte d'animaux et de greniers de stockage met encore plus de pression sur la disponibilité de la nourriture dans les communautés qui sont déjà éprouvées par la longue saison sèche (ACF, 2020).

La capacité écologique de production agricole dans la région du Sahel est limitée en raison des faibles précipitations annuelles et du faible niveau de fertilité des sols (Posthumus *et al.*, 2018). Mais la dégradation des sols est également un problème majeur, aggravée par les pratiques agricoles et les pressions exercées par la croissance rapide de la population et du cheptel. Tous ces facteurs font courir un risque accru à la production agricole pluviale. De même, le bétail est également menacé (Posthumus *et al.*, 2018). La déforestation a affecté la biodiversité et a augmenté le risque de désertification. La superficie forestière du Niger est passée de 19 500 kilomètres carrés en 1990 à 11 400 kilomètres carrés en 2016, ce qui représente une diminution de 42 pour cent (Banque mondiale, 2017).

Bien que le pays soit gravement touché par les risques liés au changement climatique et que les émissions de CO₂ liées à l'agriculture aient augmenté au cours des dernières décennies, la contribution du Niger aux émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) est négligeable, comme le montre la figure 6. Néanmoins, la satisfaction des besoins alimentaires nationaux pourrait conduire à une augmentation des émissions de GES (FAO *et al.*, 2020).

La sécheresse des années 1980 a profondément modifié l'équilibre entre les agriculteurs et les éleveurs. Alors que la sécheresse a décimé les troupeaux, les agriculteurs ont continué à pratiquer l'agriculture (bien qu'ils aient également subi des pertes massives) et ont rapidement dégagé un excédent qu'ils ont investi dans l'élevage. Les bergers peuls, ruinés par la sécheresse, ont alors été employés. Ce fut le début de la marginalisation de ces éleveurs, qui ont également tendance à être associés aux activités du jihad (ICG, 2020).

Figure 6 Émissions de gaz à effet de serre, y compris le changement d'affectation des terres et la foresterie (en tonnes métriques d'équivalent en CO₂)



Source: Food Systems Dashboard.

Aujourd'hui, alors que les pâturages rétrécissent en raison de la hausse des températures et de la diminution des précipitations liées au changement climatique, les éleveurs, dont beaucoup sont nomades, empiètent de plus en plus sur les terres agricoles à la recherche de fourrage pour leur bétail. Cela conduit à des tensions.

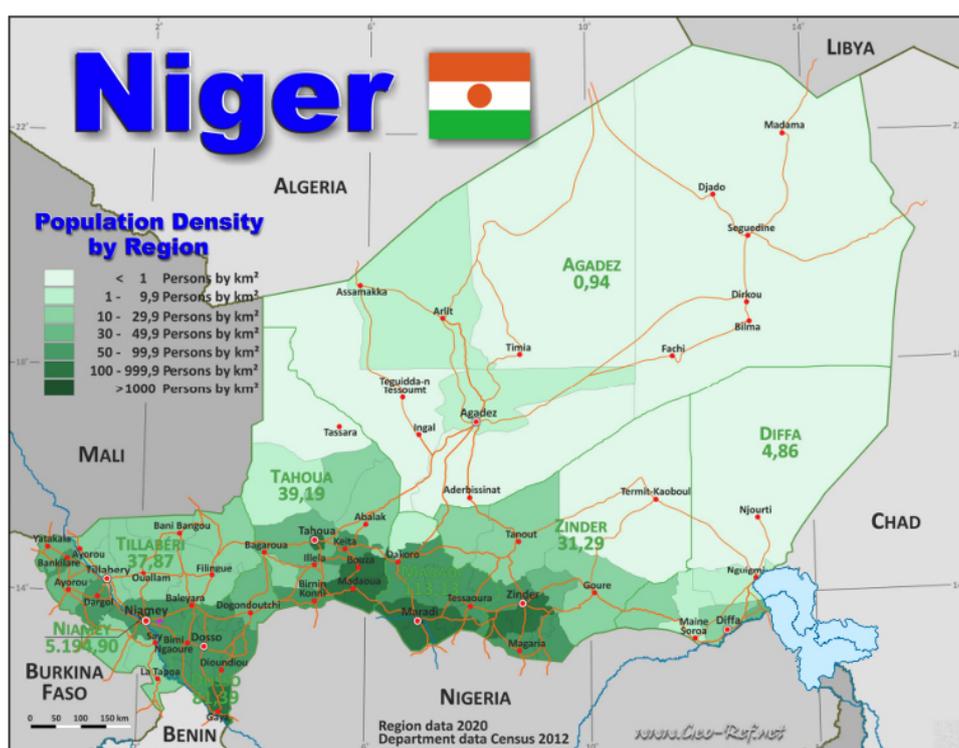
2.2. Facteurs structurels qui façonnent le système alimentaire

Facteurs structurels

Démographie

La forte croissance démographique, associée au changement climatique et à la dégradation des terres, continue à exercer une pression sur les ressources naturelles. Selon le recensement de 2012, la pression démographique est ressentie différemment dans les huit régions administratives. Les régions de Maradi, Dosso, Tahoua et Tillabéry sont les plus denses car elles sont les plus propices à l'agriculture, comme le montre la figure 7.

Figure 7 Densité de population dans les différentes régions administratives du Niger 2020



Source: <http://www.geo-ref.net/en/ner.htm> modified to comply with UN, 2021.

Le niveau d'urbanisation est relativement faible par rapport à la plupart des autres pays de la région. En 2018, la population urbaine représentait 16 pour cent de la population totale, contre 22 pour cent au Mali et au Burkina Faso, ou 24 pour cent au Tchad (Club du Sahel, 2020). Mais cette population urbaine croît rapidement (plus de 6 pour cent par an), au même rythme que la région en moyenne (Club du Sahel, 2020).

L'instabilité politique et les conflits

L'instabilité politique et les conflits affectent la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région du Sahel. Il y a eu quatre coups d'État depuis l'indépendance du pays en 1960, ainsi qu'un soulèvement touareg¹⁶. En outre, les deux principaux systèmes de production agricole – la production pluviale de céréales et l'élevage pastoral – se retrouvent de plus en plus en concurrence pour les mêmes ressources en terre et en eau, ce qui contribue aux explosions de violence locales (Ibrahim *et al.*, 2018).

L'instabilité politique et les conflits ont une incidence sur la croissance. Mais les perturbations des principaux flux commerciaux pour les denrées alimentaires et le bétail, les mouvements de réfugiés et les déplacements de population, ainsi que l'insécurité civile affectent aussi la disponibilité et l'accès à la nourriture. Cette situation est encore aggravée par le fait que le Niger, étant un pays enclavé, dépend d'autres pays économiquement et politiquement instables (FEWS NET, 2014). L'insécurité accrue dans la région du Sahel et les conflits dans les pays voisins entraînent une augmentation des activités criminelles et terroristes dans certaines régions du Niger (HCR, 2019).

Questions foncières

La sécurité du régime foncier est une préoccupation essentielle. Deux régimes fonciers coexistent, à savoir les lois nationales et un système coutumier. Cela crée une confusion et des tensions quant aux droits et responsabilités, et entrave l'accès au financement (Posthumus *et al.*, 2018).

Les régimes fonciers communautaires et autochtones restent fragiles et la loi attribue le contrôle des ressources naturelles à de grandes entreprises. L'acquisition foncière par des entreprises étrangères au Niger est parmi les plus grandes dans la région (Goïta et Frison, 2020). L'expansion de l'industrie extractive au Niger semble également être l'une des causes du manque d'accès à la terre pour le pastoralisme (Goïta et Frison, 2020). La FAO a récemment publié un guide pour améliorer la gouvernance des régimes fonciers pastoraux au Niger (FAO et ROPEN-Marooobe, 2019). On observe aussi une augmentation de la spéculation privée sur les terres, ce qui entraîne une hausse du prix des terres (Ibrahim *et al.*, 2018).

D'une manière générale, la situation des femmes au Niger est plus difficile que celle des hommes car elles ont un accès plus restreint aux ressources foncières, avec un régime d'occupation particulièrement précaire, en raison de l'absence de législation nationale, des droits coutumiers fonciers et des lois traditionnelles sur l'héritage (Posthumus *et al.*, 2018).

Marchés

La plupart des denrées alimentaires sont commercialisées sur des marchés informels. Le commerce sur le marché au comptant est très répandu et l'agriculture contractuelle est rare (López-Cálix, 2020). Les circuits de commercialisation des denrées alimentaires au détail sont insuffisants ou utilisent les denrées alimentaires provenant de ces marchés. En raison du manque d'application des

¹⁶La Banque mondiale (2017) résume les troubles civils dans le pays comme suit : «Après l'indépendance en 1960, le pays a connu trois coups d'État (1974, 1996 et 2010); un assassinat présidentiel (1999); et quatre retours au régime civil (1989, 1996, 1999 et 2011). Les rébellions (1990 et 2007), les tentatives de coup d'État (1976 et 2015), la mutinerie de soldats (2002) et les grandes sécheresses et la faim en 1968-1973, 2005 et 2010 ajoutent au mélange instable de la politique nigérienne. Début 2016, le pays était en proie aux élections présidentielles et aux effets d'une insécurité accrue.»

règles, le système alimentaire n'est pas touché par les normes et réglementations en matière de sécurité alimentaire ou de santé. Étant donné les faibles niveaux de revenus, seul un petit nombre de consommateurs peut se permettre de payer des prix plus élevés pour une meilleure qualité (Posthumus *et al.*, 2018).

Le Niger a une balance commerciale alimentaire négative, qui s'aggrave. Les importations de denrées alimentaires ont fortement augmenté, quintuplant entre 1997 et 2017, passant de 106 à 520 millions d'USD. Les exportations de produits alimentaires ont également augmenté au cours de cette période, mais plus modestement, triplant, passant de 51 millions à 171 millions d'USD¹⁷.

Institutions, politiques publiques et pratiques de fait

Institutions formelles

La sécurité alimentaire est une préoccupation majeure du gouvernement du Niger. Dans 18 stratégies nationales (RECA, sans date) et politiques mises en place depuis les années 1990, la sécurité alimentaire constitue un objectif clé.

La principale politique liée à la sécurité alimentaire et nutritionnelle est l'initiative «Les Nigériens nourrissent les Nigériens» (I3N). Elle a été adoptée en 2012 pour lutter contre la faim et la pauvreté dans le pays. Cette politique est axée sur des pratiques agricoles durables, l'irrigation et des mesures de lutte contre l'érosion, le boisement et la création de revenus, ainsi que sur l'intégration sociale des plus vulnérables, y compris les femmes.

Le plan d'action I3N 2016-2020 spécifie cinq domaines d'intervention: (1) la gestion de l'eau pour les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques; (2) le développement des filières de produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques et des chaînes de valeur; (3) la gestion intégrée et durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement; (4) la réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle; et (5) la création d'un environnement favorable à la mise en œuvre de l'initiative 3N.

L'initiative 3N est liée au Plan de Renaissance I couvrant la période 2011-2015 et au Plan de Renaissance II pour la période 2016-2021¹⁸, au Cadre stratégique de la gestion durable des terres (GDT) au Niger 2015-2019 (Gouvernement du Niger, 2014), à la loi-cadre sur les études d'impact environnemental, et à la Stratégie de développement durable de l'élevage 2013-2035 (Gouvernement du Niger, 2013).

L'un des rôles de l'I3N est la coordination, la programmation et l'arbitrage des investissements. Afin de permettre aux producteurs d'accéder au crédit et à d'autres financements, un Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FISAN) a été mis en place. Le FISAN – placé sous la tutelle technique du Ministre, Directeur de cabinet du Président de la Gouvernement, à travers le Haut Commissariat à l'Initiative 3N, et sous la tutelle du Ministre des finances – est considéré comme un instrument innovateur de mobilisation et de canalisation de divers financements (Gouvernement du Niger, 2017). Il vise à soutenir le secteur financier afin de répondre aux demandes de l'industrie agroalimentaire en termes de besoins de financement. Ce n'est pas une banque mais un organisme créé pour mobiliser des ressources. Les partenaires de développement placent les ressources auprès

¹⁷Voir: http://faostat.fao.org/static/syb/syb_158.pdf

¹⁸L'I3N suit également un cycle similaire. Voir : <https://www.futurepolicy.org/healthy-ecosystems/nigers-3n-initiative-nigeriens-nourishing-nigeriens/>

¹⁹Pendant nos entretiens et dans les documents de référence, on en trouve quelques exemples, comme la Direction du développement et de la coopération Suisse (DDC), LuxDev et Enabel.

du FISAN, qui à son tour les attribue aux bénéficiaires¹⁹. Il comprend trois dispositifs principaux, à savoir: (i) le soutien à l'octroi de financements agricoles par le biais de prêts assortis de subventions, de garanties et de bonifications d'intérêts; (ii) la facilitation des investissements publics régionaux et locaux tout au long des chaînes de valeur agricoles et agro-industrielles; et (iii) le financement du conseil agricole, de la recherche agronomique appliquée et du renforcement des capacités²⁰. L'une des principales raisons de la création du FISAN est l'harmonisation des différentes pratiques de financement dans le cadre d'un ensemble unique et complet de règles. Le fonds est opérationnel depuis août 2019²¹.

Institutions informelles

La légitimité de l'État sous la Septième République, en place depuis 2011, est largement acceptée bien que sa nature d'État laïque puisse être contestée par les groupes islamiques promouvant la charia qui gagnent en popularité (Bertelsmann Stiftung, 2020). Les élites sont considérées par de nombreux Nigériens comme à la fois trop occidentalisées et corrompues (Connan et Sada, 2019). Quatre ou cinq partis politiques relativement importants ont formé des alliances pour avoir une majorité dans le parlement (Connan et Sada, 2019). Les électeurs votent sur la base de la loyauté envers les individus.

Le «political settlement» au Niger – les règles du jeu fondamental qui structurent la politique et l'exercice du pouvoir – inclut une élite relativement restreinte qui ne s'est pas beaucoup renouvelée dans les décennies passées²². Ce groupe est formé de politiciens (y compris les chefs traditionnels), d'hommes d'affaires et de personnes utilisant des moyens de violence (police, armée), assurant la stabilité du pays en échange d'un accès aux rentes. Même s'il y a un intérêt commun à maintenir la paix, les acteurs de ce groupe concourent entre eux pour avoir plus d'accès privilégiés aux rentes et prébendes (Banque mondiale, 2017). De fait, la coalition est continuellement redéfinie et reste fluide même si les acteurs n'ont pas beaucoup changé²³. Utilisant la typologie par Levy (2014), la Banque mondiale classifie le «political settlement», ou règlement politique, au Niger de «clientélisme compétitif» où les règles (informelles) gouvernant la politique et l'économie sont plutôt basées sur des relations personnalisées et non sur des règles formelles établies.

Dans la fonction publique, les opportunités d'emploi dépendent des antécédents personnels plutôt que du mérite (Bertelsmann Stiftung, 2020). L'accent est donc mis aussi sur la loyauté plutôt que sur la responsabilité, comme le reflète également sa transparence budgétaire limitée. Les hauts fonctionnaires font rarement l'objet de poursuites judiciaires.

Les frontières entre sphère privée et publique sont floues. Par conséquent, des bénéfices sont réalisés en détournant des fonds de projets de marchés publics, et on constate un intérêt limité de la classe politique à (la qualité de) la prestation de services publics. À sa place l'accent est mis sur les calculs politiques (Banque mondiale, 2017). Il semble aussi que des réformes pour la réduction de la pauvreté sont plus susceptibles d'être soutenues par ces élites si elles y trouvent un intérêt personnel. Il est important que les partenaires de développement en soient conscients et en tiennent compte, afin d'assurer le succès des projets comme AgrInvest. Les interventions nécessitent non seulement d'accroître la capacité des bureaucrates, mais aussi d'identifier des îlots d'efficacité et de s'attaquer aux contraintes politiques et institutionnelles de manière opportuniste en formant des coalitions avec des acteurs réformateurs (Banque mondiale, 2017).

²⁰ Voir: <https://reca-niger.org/spip.php?article859>

²¹ Voir: <https://www.niameysoir.com/le-niger-lance-un-fonds-dinvestissement-de-15-milliards-fcfa-pour-la-securite-alimentaire/>

Au niveau local, les autorités traditionnelles comme les chefs de canton jouent un rôle important et font partie de l'appareil d'État formel. D'un autre côté, la faiblesse de l'État dans la fourniture des services de base a entraîné plusieurs acteurs (non étatiques) à contribuer à la co-fourniture de services publics (de Sardan, 2011). Cela comprend non seulement les services sociaux tels que la santé et la sécurité (par exemple, les commerçants payant les forces de sécurité pour protéger leur cargaison), mais aussi le marché dans lequel les entreprises du secteur privé, formelles (syndicats de transport) et informelles (courtiers en bétail, bouchers) s'organisent par le biais de certains arrangements (de Sardan, 2011). Bien que ces arrangements soient plus ou moins fonctionnels, la coordination entre les différents acteurs reste difficile en l'absence de cadre global régissant ces arrangements (de Sardan, 2011).

L'histoire politique du Niger est marquée par de fréquents soulèvements. Les jeunes ne se sentent pas pleinement représentés par les partis politiques. La corruption, le clientélisme et l'impunité persistent. La confiance dans les institutions publiques est en déclin, aggravée par la faiblesse des infrastructures administratives (décisions prises loin de la population) et la corruption (baksheesh) (RVO, 2019a). Malgré certaines améliorations, la perception de la gouvernance reste encore médiocre²⁴. Selon la Banque mondiale (2017), un changement dans les forces politiques (par exemple un resserrement de la coalition d'élite) ou de sécurité (par exemple les activités extrémistes, qu'elles soient nationales ou autres) pourraient perturber l'équilibre fragile et entraîner la violence. Le règlement politique compétitif du Niger et les négociations personnalisées entre les élites favorisent les solutions à court terme plutôt que les solutions qui prennent plus de temps à se concrétiser (Bertelsmann Stiftung, 2020).

La politique agricole des pays du Sahel, qui a longtemps favorisé les agriculteurs sédentaires par rapport aux éleveurs nomades afin de satisfaire aux besoins de la sécurité alimentaire, a encore exacerbé les tensions entre les deux groupes (ICG, 2020). Au Niger, même si des politiques existent pour protéger les éleveurs, c'est la mise en œuvre qui fait défaut (Ashley, 2020). Ainsi, tout en reconnaissant explicitement l'importance de la mobilité pastorale (protection des zones contre les cultures), ou la promotion de l'accès aux ressources en eau de surface, l'absence de réglementation par le gouvernement ou les chefs traditionnels et l'expansion des cultures sur les routes de transhumance conduit inévitablement à des conflits (Ashley, 2020; ICG, 2020).

2.2.3. Acteurs, forces motrices et incitations au changement

Gouvernement

Au sein de la structure du gouvernement, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage est le plus directement impliqué dans les questions relatives à l'agriculture. Pour mettre en œuvre l'I3N, le Haut Commissariat à l'initiative 3N (HC3N) a été établi en tant qu'organe autonome, le commissaire ayant le même statut qu'un ministre²⁵.

²² «Political settlement» décrit la distribution de pouvoir organisationnelle entre les acteurs. Ce cadre est utilisé pour comprendre les effets des politiques et institutions sur la distribution de ressources dans un pays (Khan, 2018).

²³ Par exemple, l'élite dirigeante est essentiellement la même qu'en 1992.

²⁴ Alors que le mandat du président Issoufou était de lutter contre la corruption, les résultats ont été modestes (Bertelsmann Stiftung, 2020). Le président devrait se retirer en 2021, après deux mandats de cinq ans. Le premier tour des élections présidentielles a été tenu le 27 décembre 2020 et sera suivi par un deuxième tour en février 2021.

²⁵ Voir: <http://www.initiative3n.ne/le-haut-commissaire.php>

D'autres institutions ou offices créés par les pouvoirs publics afin de mener des missions spécifiques incluent l'Institut national de recherche agronomique du Niger (INRAN), l'Office national des aménagements hydro-agricoles (ONAHA) et la Centrale d'approvisionnement en intrants et matériels agricoles (CAIMA). Ces organisations sont bien informées sur les chaînes de valeurs et jouent un rôle dans l'organisation et la coordination entre les différents acteurs impliqués dans ces chaînes. Il y a aussi des interprofessions dont celles qui couvrent les filières niébé, oignon, riz, etc. qui bénéficient du financement de l'État et des partenaires techniques et financiers (PTF) (Gouvernement du Niger, 2016).

En dehors du secteur de l'agriculture spécifiquement, il y a le Haut Conseil pour l'investissement au Niger (HCIN) et l'Agence nigérienne de la promotion des investissements privés et des projets stratégiques (ANPIPS)²⁶. Le HCIN sert de cadre pour promouvoir le dialogue entre l'État et les investisseurs nationaux et étrangers, pour créer les conditions d'amélioration de l'environnement des affaires et la promotion des investissements²⁷. L'ANPIPS est l'organisme gouvernemental chargé de promouvoir le Niger sur le marché mondial en tant que destination pour les investissements directs étrangers²⁸.

Secteur privé

Le secteur privé est un concept large, incluant par exemple les exploitants agricoles, les fournisseurs d'intrants et les transformateurs. La plupart des acteurs agricoles dans le pays sont des exploitants familiaux²⁹. La capacité organisationnelle de ces acteurs est très limitée. Il existe des organisations de producteurs au niveau du village, de la commune, du département et au niveau national, mais celles-ci présentent de réelles faiblesses en termes de capacité, de gouvernance et de liens entre elles. Le réseau du secteur privé inclut aussi les fournisseurs de semences, d'engrais et de pesticides, mais également d'autres acteurs comme ceux du transport, du stockage, etc. Ces réseaux ne sont pas très développés au Niger.

Le Réseau national des chambres d'agriculture (RECA) et la Chambre de commerce et d'industrie du Niger (CCIN) fournissent des services aux acteurs des chaînes de valeur agricole. Ils fournissent une assistance technique et un renforcement des capacités aux petites et moyennes entreprises, y compris un soutien à l'élaboration de plans d'entreprise et de propositions d'investissement (Gouvernement du Niger, 2016).

Organisations de la société civile

Les services publics de vulgarisation dans les pays à faible revenu sont souvent déficients et mal financés. Ces services sont assurés, dans de nombreux pays y compris le Niger, par des ONG financées par des fonds internationaux. Les organisations de la société civile jouent un rôle important dans la mise en œuvre de la politique de développement agricole au Niger. Dans ce pays, les organisations de la société civile sont soit nationales (par exemple Karkara) soit internationales (par exemple SNV, Action contre la faim).

²⁶ Voir: <https://www.presidence.ne/conseils-des-ministres/2018/9/25/communiqu-e-du-conseil-des-ministres-du-mardi-25-septembre-2018>

²⁷ Voir: <https://nigerdiaspora.net/index.php/les-nouvelles-du-pays/5165-invite-de-l-onep-m-wargo-boubacar-secretaire-permanent-du-haut-conseil-pour-l-investissement-au-niger-le-niger-est-une-terre-d-opportunit-es-et-une-destination-privilegiee-pour-les-investis-seu>

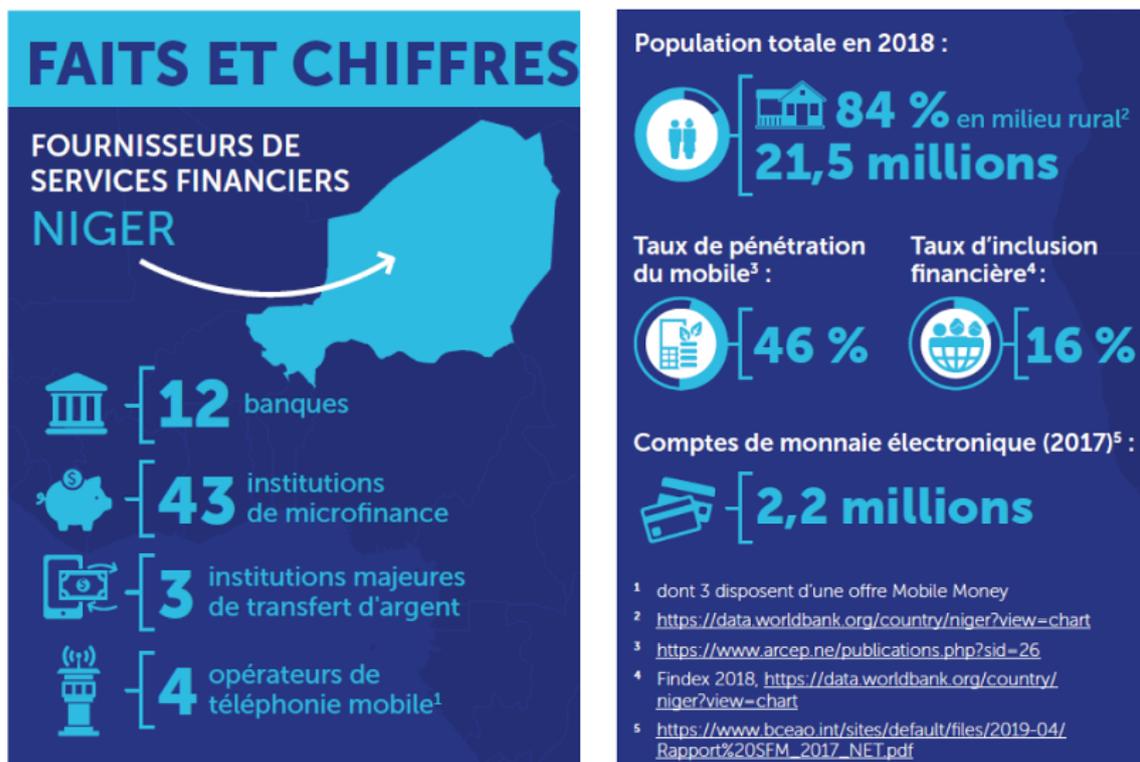
²⁸ Voir: <https://anpips.ne/>

²⁹ Il n'existe pas d'estimations plus exactes, mais selon le FIDA, jusqu'à 85 pour cent de la population active dépend de l'agriculture et de l'élevage familial ou de subsistance. Voir: <https://reliefweb.int/report/niger/ifad-invests-777-million-niger-food-and-nutrition-security-and-climate-change>

Secteur financier

Le secteur financier du Niger est restreint. Le document FISAN (Gouvernement du Niger, 2017) mentionne que onze banques opèrent au Niger. Elles sont concentrées à Niamey et peu représentées dans la périphérie, mais il est à noter que toutes les régions du Niger ont au moins un guichet bancaire. En général, les banques sont peu actives dans le secteur agricole. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a créé en 2011 la Banque agricole du Niger (BAGRI), pour «instituer un système de financement du secteur agropastoral le plus étendu possible qui allie à ses objectifs financiers et de rendement, des objectifs sociaux et de développement, notamment la lutte contre l'insécurité alimentaire» (Hoton et Hubert, 2019). Mais en 2014, moins de 13 pour cent de ces financements étaient consacrés au secteur agricole et il semble que cette proportion n'a pas augmenté depuis³⁰. Les autres acteurs du système financier qui sont mentionnés sont 42 «systèmes de financement décentralisés» avec 210 points de service répartis dans tout le pays. Une étude récente de la Banque mondiale suggère qu'il y a eu une augmentation des banques et des institutions de microfinance.

Figure 8 Fournisseurs de services financiers au Niger



Source: Tagba et Kandji, 2019.

Le Niger est le dernier pays de l'UEMOA en ce qui concerne le taux global d'utilisation des services financiers; à 17,5 pour cent, pour une moyenne de 60 pour cent dans la sous-région (Banque mondiale/Gouvernement du Niger, 2020). L'accès au crédit est très limité³¹. Le taux de bancarisation

³⁰ Selon un rapport provisoire de la Banque mondiale et du Gouvernement du Niger (2020), le financement agricole représente 11 à 12 pour cent du portefeuille crédit de la BAGRI. Le projet AgrInvest pourrait clarifier davantage les causes sous-jacentes de ce taux bas, et contribuer à le relever.

³¹ Voir: http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/gds72_organisations_paysannes_et_financement.pdf

(6,5 pour cent) est l'un des plus faibles au monde. Il l'est aussi par rapport à la moyenne dans la région UEMOA (17,7 pour cent) (BCEAO, 2018). Malgré le développement de la microfinance rurale, les institutions de microfinance peinent encore à apporter une réponse adaptée aux besoins de la famille agricole, tant en termes de volumes financiers que d'adéquation des services offerts³². Le taux d'utilisation est estimé à 10 pour cent, contre la moyenne régionale établie à 22 pour cent (Banque mondiale/Gouvernement du Niger, 2020). Il y a cependant des initiatives comme 2MI qui visent à promouvoir l'entrepreneuriat, notamment pour les femmes (et les jeunes), qui sont généralement plus entreprenantes que les hommes mais qui n'y ont pas vraiment accès³³. La disparité dans l'utilisation de l'argent mobile est plus grande, le Niger enregistrant seulement 4 pour cent d'utilisation contre 40 pour cent au niveau régional (Banque mondiale/Gouvernement du Niger, 2020). Les sociétés de transfert d'argent dominant le marché du fait de leur réseau étendu, qui est toutefois limité dans les zones reculées³⁴. Les utilisateurs des opérations d'argent mobile sont minoritaires (Banque mondiale/Gouvernement du Niger, 2020).

La BAGRI, avec actuellement 24 agences dont 16 hors de Niamey, a un réseau rural étendu (Banque mondiale/Gouvernement du Niger, 2020). Elle développe son activité avec les petits agriculteurs en partenariat avec de nombreux projets/programmes – tel que le programme de développement de l'agriculture familiale (Pro DAF) financé par le FIDA et le projet pôles ruraux (PPR) financé par l'AFD – dans la démarche de crédit agricole couplé à des subventions (Banque mondiale/Gouvernement du Niger, 2020)³⁵. SINERGI est une société d'investissement nigérienne créée en 2007 qui vise à contribuer à la création et au développement de petites entreprises formelles par le biais d'une participation minoritaire dans leur capital. Elle propose des financements de 30 000 à 75 000 EUR et un partenariat à long terme³⁶. Elle a investi dans sept petites et moyennes entreprises depuis le début de ses activités en 2008, fournissant un capital de démarrage et une assistance nécessaire à la formalisation. Malgré le risque élevé lié à ces petites startups, 100 pour cent des entreprises du portefeuille sont rentables depuis plus de trois ans. Les sociétés du portefeuille opèrent dans des secteurs diversifiés, y compris le secteur agricole, comme ETC, une société de transformation de céréales basée à Niamey et Compost Niger, un fabricant d'engrais organiques basé à Niamey (RVO, 2019b). La Fondation Tony Elumelu appuie aussi des entrepreneurs au Niger et dans d'autres pays d'Afrique, ce qui inclut la formation, le mentorat et un soutien financier aux entrepreneurs (RVO, 2019b).

L'épidémie de covid-19 a grandement affecté les perspectives des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés comme le Niger. Non seulement les perspectives d'investissements directs étrangers sont faibles, mais l'appétit pour les investissements dans l'agriculture, généralement considérés comme risqués étant donné les échecs de plusieurs programmes de crédit dans le passé, sera modéré compte tenu des perspectives économiques mondiales générales³⁷. Il faudrait donc

³² Voir: http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/agriplus_doc_prod_low.pdf

³³ Voir: <https://www.2mi-sa.com/>

³⁴ À présent il y en a cinq, dont la plus récente a été créée au mois de Septembre 2020.

³⁵ Par exemple, selon une présentation de BAGRI, en 2020, 4 199 dossiers ont été financés pour faciliter les investissements dans des filières agricoles porteuses dans la région de Dosso, dans le cadre du programme d'appui au développement agricole durable (PADAD-II). L'opération a touché 5 392 personnes dont 52 pour cent sont des femmes. Sur les 4 199 dossiers financés, on en dénombre 55 pour cent sur le maraîchage, 27 pour cent sur la riziculture et 18 pour cent sur l'arachide/niébé.

³⁶ Voir: <http://sinerginiger.com/>

³⁷ Voir par exemple: <https://oecd-development-matters.org/2020/06/29/covid-19-and-the-global-contraction-in-foreign-direct-investment/> et <https://unctad.org/news/investment-flows-africa-set-drop-25-40-2020>

que plusieurs acteurs comme le gouvernement (à travers FISAN et d'autres organes censés attirer les investissements/financements), des acteurs de la chaîne de valeur et des investisseurs privés travaillent d'une manière coordonnée afin d'obtenir les résultats souhaités. Appuyer cette coordination est l'un des points d'entrée pour le projet AgrInvest.

Partenaires internationaux

Les agences internationales comme celles des Nations Unies basées à Rome – notamment la FAO, le FIDA et le PAM – sont importantes sur le plan du développement agricole. Elles fournissent les compétences techniques et financières et offrent des forums internationalement reconnus pour discuter des questions politiques liées à la sécurité alimentaire, à l'agriculture et à la nutrition. D'autres agences des Nations Unies sont également importantes, comme l'UNCDF. A titre d'exemple, le FIDA vient d'introduire un nouveau projet au Niger qui permettra d'accroître le soutien apporté à quelque 210 000 ménages pauvres des régions rurales du Niger qui sont vulnérables aux chocs climatiques et à l'insécurité alimentaire³⁸. En fonction de la filière sélectionnée pour le projet d'AgrInvest, les modèles de fonds comme le ABC Fund, initié par l'IFAD, pourraient aussi présenter une opportunité³⁹.

Les banques multilatérales de développement comme le Groupe de la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD) offrent aussi des opportunités pour développer l'entrepreneuriat dans le secteur agroalimentaire, et d'appuyer la mise en œuvre de l'I3N plus généralement. Par exemple, la BAD a récemment lancé le Programme de financement de la gestion des risques de catastrophe en Afrique (ADRFi) qui prévoit un soutien technique et financier au gouvernement nigérien pour renforcer la résilience face aux chocs liés au changement climatique conformément à l'I3N⁴⁰. Les centres de recherche internationaux comme IPES-Food, CGIAR etc. sont aussi pertinents pour le développement des chaînes de valeur.

Plusieurs partenaires de développement bilatéraux sont engagés au Niger dans le but, entre autres, de développer la vulgarisation et le soutien agricoles. C'est le cas notamment des gouvernements de la Belgique, de l'Allemagne, des Pays-Bas et des États-Unis d'Amérique⁴¹. Une part importante du budget du Ministère de l'agriculture provient de l'aide au développement depuis des décennies (RVO, 2019a). Le FISAN est soutenu par différents bailleurs de fonds, dont LuxDev, l'Agence française de développement (AFD), la Coopération italienne, la Direction du développement et de la coopération Suisse (DDC) et l'agence belge de développement Enabel. Un dépôt de 5 millions d'euros a été mis à disposition par LuxDev pour le fonds de garantie.

Facteurs externes

Compte tenu de l'interdépendance économique et politique avec les pays voisins, l'instabilité de l'un d'entre eux, notamment le Nigeria, en tant que principal partenaire commercial, a des répercussions négatives sur le Niger (FEWS NET, 2014). Elle affecte la subsistance des agriculteurs qui vendent ou

³⁸ Voir: <https://www.ifad.org/fr/web/latest/news-detail/asset/41994314>

Le FIDA est aussi en discussion avec le HC3N afin de mettre en place un plan d'action pour mettre en œuvre le processus PARM (Platform for Agricultural Risk Management), une initiative dont l'objectif est de gérer les risques dans le secteur agricole. Voir : <https://p4arm.org/country/niger/>

³⁹ Voir: <http://agri-business-capital.com/index.html>

⁴⁰ Voir: <https://www.agenceecofin.com/investissement/2409-80568-niger-don-de-4-8-millions-d-euros-de-la-bad-pour-prevenir-les-catastrophes-dues-a-la-secheresse>

achètent leurs produits ou fournitures de l'autre côté de la frontière. La fermeture de la frontière du Nigeria avec les pays voisins afin de freiner la contrebande de marchandises, en particulier de riz, a eu de graves répercussions sur les vendeurs du côté nigérien pour qui les réseaux commerciaux transfrontaliers sont essentiels⁴².

La situation actuelle concernant la covid-19 est un autre risque qui peut sérieusement impacter négativement les nouveaux investissements dans le secteur agricole comme cela a déjà été évoqué ci-dessus. De nombreux pays africains ont évité jusqu'à présent une crise sanitaire, mais les conséquences économiques de la pandémie vont être considérables. Même si la fermeture des frontières et les restrictions des déplacements sont levées, les investissements urgents dans le secteur agroalimentaire risquent de ne pas se concrétiser car la pandémie a réduit l'attrait pour les investissements risqués.

Autre facteur de déstabilisation, des criquets pèlerins pourraient se diriger vers le Sahel. Selon le document sur l'action anticipée et la réponse rapide de la FAO (FAO, 2020b), le Niger est l'un des pays à risque. Néanmoins, jusqu'en septembre 2020 aucune prospection n'a été effectuée. Aucun criquet n'a été signalé non plus (FAO, 2020c).

3. Chaînes de valeur agroalimentaires potentiellement prometteuses

Les résultats présentés ci-après démontrent l'importance du système alimentaire du Niger pour le développement du pays. Ils illustrent également ses lacunes dans la production de résultats durables, par exemple en ce qui concerne les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la nutrition, et l'impact sur l'environnement biophysique, y compris la résilience au changement climatique. Alors que des progrès substantiels ont été réalisés pour éviter l'apparition de la famine, grâce à des initiatives comme 3N, le pays est loin d'être en situation de sécurité alimentaire. Le tableau suivant résume la cartographie du système alimentaire, ainsi que les défis et opportunités qui y sont associés, et présente des pistes d'amélioration du système alimentaire, issues de notre analyse.

Compte tenu de leur potentiel commercial et de leur pertinence par rapport aux objectifs de durabilité – socio-économiques, ainsi que nutritionnels et environnementaux – les chaînes de valeur présentées ci-dessous pourraient être intéressantes pour AgrInvest. Il s'agit des chaînes de valeur du lait, de la viande, de l'oignon et du niébé. Cette analyse prend aussi en compte les chaînes de valeur prioritaires définies par le gouvernement.⁴³

⁴¹ Voir: <https://edepot.wur.nl/464093>

⁴² Voir: https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/nigeria/dans-le-sud-du-niger-la-fermeture-de-la-frontiere-avec-le-nigeria-ruine-le-commerce_3670381.html

⁴³ Selon le gouvernement du pays, les chaînes de valeur prioritaires sont classifiées en quatre groupes de filières : la filière alimentaire (mil, sorgho, maïs, blé, riz, manioc); la filière semencière (mil, sorgho, maïs, blé, riz); la filière de rente (oignon, poivron, sésame, ail, arachide, souchet, niébé, manioc); la filière horticole [arboriculture fruitière et cultures maraîchères, moringa] (Gouvernement du Niger, 2016). Selon l'Agence nigérienne de promotion des exportations (ANIPEX), compte tenu de la production potentielle et des principales contraintes à la croissance des exportations, le pays a un fort potentiel d'exportation pour huit produits : le niébé, la gomme arabique, l'artisanat, les cuirs et peaux, le bétail et la viande, les oignons, les graines de sésame et le souchet (López-Cálix, 2020). La filière lait et viande prend une place proéminente dans le plan d'action de l'I3N (Gouvernement du Niger, 2015)

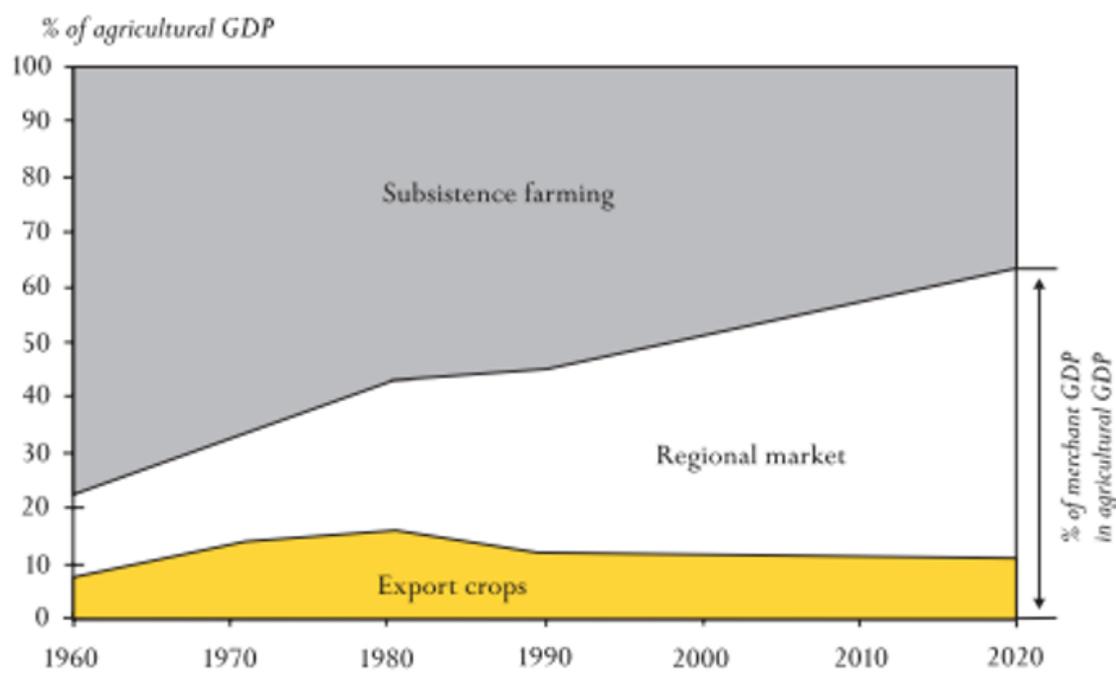
Tableau 1: Le système alimentaire du Niger – les grands enjeux, défis et opportunités, ainsi que les pistes d'amélioration possibles

Grands enjeux du système alimentaire	Défis et opportunités	Pistes d'amélioration
Durabilité sociale		
Sécurité alimentaire et nutritionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Grand potentiel d'augmenter la production agricole • 20 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire • Près de 75 % des enfants ont un apport insuffisant en nutriments avec des niveaux significatifs de maladies chroniques (40 %) et aiguës (10 %) • Un régime nutritif coûte jusqu'à 209% de la dépense alimentaire moyenne 	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir une alimentation plus nutritive et abordable.
Égalité entre les sexes	<ul style="list-style-type: none"> • La moitié des femmes en âge de procréer souffrent de malnutrition et les résultats du système alimentaire ont tendance à être pires pour les femmes • Beaucoup de femmes sont plutôt impliquées dans la production et la transformation familiale • Accès inégal aux ressources 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les opportunités d'autonomisation pour les femmes
Prévention des conflits	<ul style="list-style-type: none"> • Les risques liés au climat et à différentes politiques ont accru les tensions entre éleveurs et agriculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleurs systèmes de production pour permettre aux différents groupes de vivre côte à côte
Durabilité environnementale		
Adaptation au changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> • Vulnérabilité à la sécheresse ou aux inondations sévères 	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de variétés de cultures résistantes à la sécheresse
Utilisation des terres et biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> • Pression foncière face à la croissance démographique • Dégradation des sols en raison des pratiques agricoles • Désertification qui rend la culture plus difficile 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter la productivité et les rendements des cultures • S'engager dans des pratiques agricoles améliorées (variété améliorée de semences et d'autres intrants, services de vulgarisation)
Gestion de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> • Saison pluvieuse plus erratique, ce qui affecte la production agricole et les moyens de subsistance traditionnels 	<ul style="list-style-type: none"> • Adoption des technologies d'usage et gestion plus efficiente de l'eau

Tableau 1: Le système alimentaire du Niger – les grands enjeux, défis et opportunités, ainsi que les pistes d'amélioration possibles

Durabilité économique		
Emplois et revenus	<ul style="list-style-type: none"> • La plupart des Nigériens pratiquent l'agriculture de subsistance, l'élevage • Potentiel pour sortir de nombreuses personnes de la pauvreté 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir des chaînes de valeurs qui peuvent améliorer les revenus des petits exploitants et conduire à la création d'emplois décents
Compétitivité	<ul style="list-style-type: none"> • Faible productivité • Faible taux de transformation • Informalité dans le marché • Beaucoup d'importations (qui nuisent à la compétitivité intérieure et découragent ainsi les investissements) 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter la productivité, notamment en facilitant l'accès aux intrants • Augmenter la transformation des produits afin d'accroître les opportunités de commercialisation • Lier des petits exploitants aux transformateurs afin de relever certains des défis liés à la fourniture d'intrants et de financement • Renforcer la capacité des groupements de producteurs et d'autres entreprises à améliorer leur rentabilité et le respect des réglementations nationales, ce qui peut contribuer à la formalisation
D'autres facteurs de gouvernance et d'économie politique		
Politiques	<ul style="list-style-type: none"> • Tendance à se concentrer uniquement sur la production et les petits exploitants 	<ul style="list-style-type: none"> • En encourageant la transformation et en guidant les transformateurs vers les petits exploitants, ces derniers peuvent devenir mieux organisés. L'importance des intermédiaires, par exemple les commerçants, ne doit pas être sous-estimée.
Accès au financement	<ul style="list-style-type: none"> • Les banques ne sont toujours pas bien équipées pour fournir des financements aux acteurs des chaînes de valeur agroalimentaires. Multitude d'acteurs impliqués 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la coordination entre les différents acteurs. Les progrès peuvent être difficiles sans une traction politique suffisante. Les élites, en particulier celles qui perdent du fait de la substitution des importations, doivent être adéquatement impliquées et leurs incitations prises en compte pour que cela fonctionne.
Diversification des marchés	<ul style="list-style-type: none"> • Le Nigeria est un marché d'exportation majeur pour le Niger. La fermeture des frontières présente un risque important pour les recettes d'exportation 	<ul style="list-style-type: none"> • Diversifier les marchés d'exportation

L'organisation du secteur agricole est telle que la production est dominée par les petits exploitants qui semblent opérer principalement dans le secteur informel, bien que les activités soient plus ou moins organisées. Pour ce qui concerne l'objectif d'attirer des investissements privés, cela fonctionnera mieux en coopérant avec des entreprises de plus grande taille, le plus souvent dans le domaine de la transformation, qui possèdent la capacité de s'approvisionner auprès de plusieurs petits exploitants en même temps. Ces entreprises peuvent imposer des exigences aux petits exploitants afin de satisfaire à ces critères de durabilité, d'utilisation de meilleures techniques agricoles afin d'améliorer

Figure 9: Importance des marchés régionaux dans les revenus agricoles totaux en Afrique de l'Ouest

Source: Club du Sahel, 2020.

la productivité ou d'atténuer l'impact environnemental de leurs activités, etc. Cela pourrait également se faire à l'aide de partenariats avec le secteur public, pour assurer par exemple un renforcement des capacités de production ou des investissements, possiblement à travers le FIAN.

Les femmes sont plus souvent impliquées dans la production familiale que dans la production commerciale étant donné leur accès limité aux ressources foncières. Elles jouent cependant un rôle pivot dans la phase de transformation, qui reste à petite échelle.

3.1. Chaînes de Valeur: lait et viande

Pertinence par rapport aux objectifs de durabilité

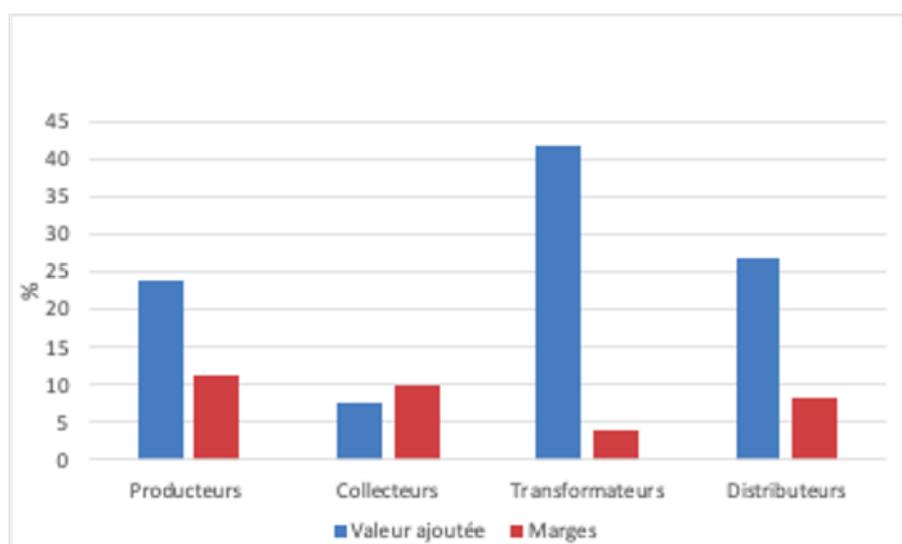
Considérations économiques

Au Niger, l'élevage représente 11 pour cent du PIB, 24 pour cent du PIB agricole et occupe 87 pour cent de la population, en tant qu'activité principale ou en tant qu'activité secondaire (USAID, 2019). L'apport du secteur de l'élevage dans l'économie nationale est considérable. Selon les statistiques du Ministère de l'élevage, le potentiel de production laitière au Niger dépasse 1 milliard de litres (RVO, 2019a). Le pays est le deuxième pays producteur dans la région, représentant 23 pour cent de la production régionale (Chatellier, 2020). De plus, le pays exporte plus de 120 000 têtes de bétail par an (USAID, 2019).

La productivité moyenne actuelle du bétail est très faible⁴⁴ et la majeure partie du lait est destinée à l'autoconsommation (USAID, 2019). Les unités de production intensive et semi-intensive de lait sont rares, et la transformation se situe plutôt dans les grandes villes. Une grande partie de la production urbaine et semi-urbaine collectée (qui s'élève à un total compris entre 300 000 et 500 000 tonnes) est vendue directement aux consommateurs sur les marchés informels en raison du manque d'installations de réfrigération et de transformation (RVO, 2019a).

L'éloignement des zones de production, les coûts logistiques élevés et la saisonnalité de la production ne permettent pas une intensification de la transformation de lait frais local (Corniaux et Duteurtre, 2018). Les conditions dans la filière sont telles que les transformateurs, bien qu'étant le groupe qui ajoute le plus de valeur, sont les plus défavorisés en termes de marges commerciales, comme le souligne l'analyse fournie par Gambo (Gambo et Nafiou, 2018) et comme indiqué dans la figure 10 ci-après. Compte tenu de ces contraintes, les transformateurs laitiers formels utilisent en général le lait en poudre importé pour fabriquer des produits laitiers tels que le fromage et le beurre.

Figure 10: Les transformateurs, qui ajoutent de la plus-value dans la chaîne, sont les plus défavorisés



Source: Figure élaborée à partir de données fournies par Gambo et Nafiou, 2018.

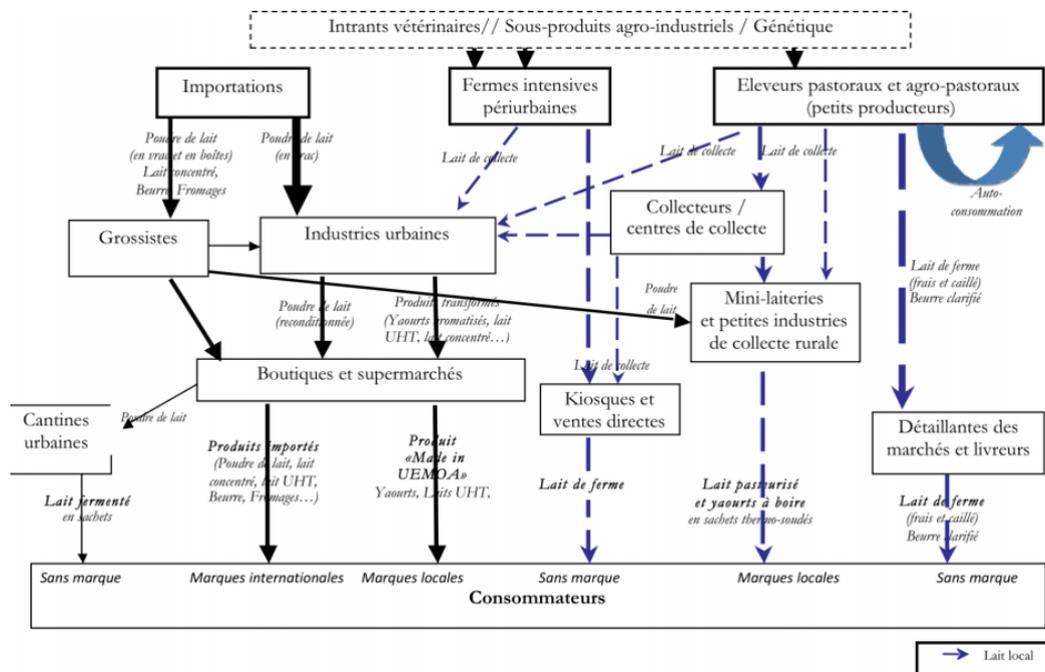
⁴⁴ Les races de vaches locales produisent en moyenne 2 à 7 fois moins de lait que les races de vaches laitières européennes (RVO, 2019).

En ce qui concerne la filière viande, en particulier la viande bovine, on observe une forte demande dans la région pour la viande du Niger. La consommation de viande augmente rapidement dans les pays de la CEDEAO. Même si les importations de viande sont interdites au Nigéria, ce n'est pas le cas dans des pays comme le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Ghana qui représentent 72 pour cent des importations de viande de la CEDEAO et qui importent actuellement d'Afrique du Sud (USAID, 2019). Étant donné la forte demande et les prix élevés de la viande dans ces pays, le Niger peut être plus compétitif. De plus, la capacité de production de viande des bovins nigériens est élevée par rapport aux autres bovins de la région (USAID, 2019).

Toutefois, le taux d'exploitation des ruminants est très faible (14 pour cent)⁴⁵. Concernant la part qui est commercialisée, seule une petite proportion est transformée au pays, tandis que la majeure partie est exportée à l'état d'animaux vivants (voir la figure 12 ci-après). De plus, une grande partie des abattages est organisée de manière informelle. Par exemple, selon Aboubacar (2017), «Le commerce du bétail et de la viande s'exerce dans un cadre essentiellement informel avec une multitude d'intervenants professionnels et non professionnels.» Cela rend difficile la coordination entre des acteurs dispersés. D'autres contraintes incluent le manque de normes d'hygiène et phytosanitaires, et les coûts logistiques élevés.

En somme, le développement de la filière lait (et produits laitiers) offre une opportunité d'intensifier la production de lait frais et de mettre à disposition du lait frais local au lieu du lait importé ou de la poudre de lait à destination des transformateurs. De même, le développement de la filière viande peut créer de la valeur ajoutée au niveau local, et se substituer aux exportations d'animaux vivants.

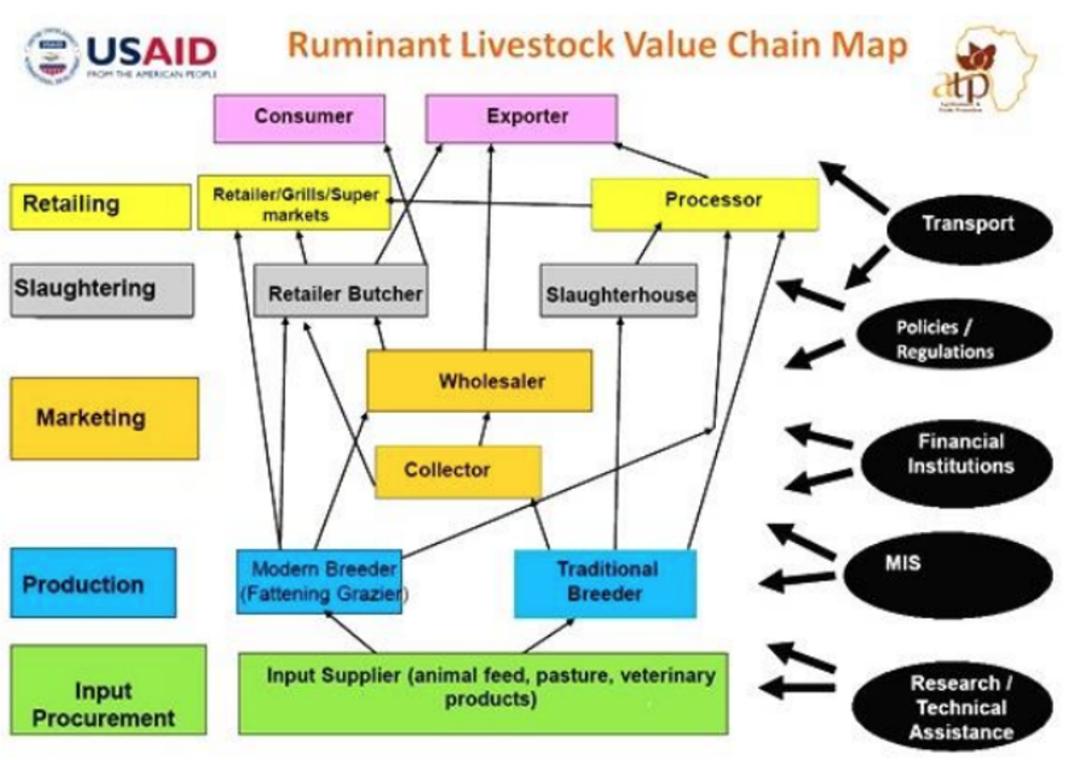
Figure 11: Schéma de la filière lait



Source: UEMOA.

⁴⁵ Le taux d'exploitation se réfère à la proportion de bovins effectivement utilisée à des fins commerciales ou d'autoconsommation par rapport au nombre total de bovins du pays.

⁴⁶ Voir: <http://www.condiv.dk/niger/cdv-lait.pdf>

Figure 12: La filière bétail-viande bovine au Niger


Source: USAID, cité dans Salla (2017).

Le développement de ces filières offre aussi des opportunités importantes de création d'emplois – non seulement directs, mais aussi indirects (grâce à la demande de transport, de réfrigération etc.) et induits, en raison d'une demande accrue pour d'autres produits du fait d'un revenu généralement plus élevé pour ceux qui sont employés directement et indirectement. En outre, il y a aussi ce que l'on appelle des liens en amont, comme par exemple dans le cas d'une augmentation de la demande en intrants (fourrage, services vétérinaires, etc.) sous l'effet d'une hausse de la production, qui créera non seulement davantage d'emplois mais aussi renforcera la capacité locale, et de ce fait, la création de valeur ajoutée intérieure.

Étant donné que le Niger dépense une somme d'argent substantielle pour importer du lait malgré la disponibilité de lait cru dans le pays, la transformation du lait pourrait être une solution pour économiser de précieuses devises, qui à leur tour, pourraient être utilisées pour l'importation d'autres biens et services. D'autre part, étant donné les prix élevés dans les pays de la région (et en dehors), les exportations de viande peuvent être rentables (USAID, 2019).

La production laitière de la CEDEAO ne couvre que 26 pour cent de la demande, tandis que la proportion correspondante pour la viande est de 54 pour cent (Salla, 2017). Plusieurs projets et programmes nationaux et régionaux ont été élaborés et mis en œuvre afin de répondre aux besoins d'investissement du secteur de l'élevage. Les projets régionaux comprennent par exemple le projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS), le projet régional de dialogue et d'investissement pour le pastoralisme et la transhumance au Sahel et dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest (PREDIP), le projet de développement durable des exploitations pastorales au Sahel (PDDEPS) et le projet Élevage et pastoralisme intégrés et sécurisés en Afrique de l'Ouest (PEPISAO). Il convient également de citer le programme Mobilité pastorale transfrontalière apaisée et stabilité sociale au Sahel (MOPSS) qui a été

introduit récemment. Compte tenu de l'importance de l'élevage dans la région au sens large, il peut être souhaitable d'explorer les possibilités de renforcement des synergies régionales dans ce secteur.

Considérations sociales

L'élevage est une source importante de moyens de subsistance ainsi qu'un mode de vie au Niger. La possession de bétail peut être une marque de richesse. Parmi les éleveurs majoritairement nomades et semi-nomades dans la région, l'élevage est considéré comme un investissement et un symbole de statut social.

L'emploi généré par ces filières pourra aussi avoir un impact très important sur la réduction de la pauvreté. De plus, leur développement peut également contribuer à la sécurité alimentaire et à l'amélioration de l'apport nutritionnel.

Une grande partie des revenus dans la filière lait est perçue directement ou indirectement par des femmes. Les femmes sont impliquées dans les marchés informels, participant souvent directement à la production, à la collecte, à la transformation et à la commercialisation du lait. Cela constitue un argument solide pour promouvoir l'autonomisation des femmes. Par contre, cela n'est pas le cas dans la filière viande, où elles jouent un moindre rôle.

Considérations environnementales

Les différents cadres politiques sont étroitement alignés, avec un accent particulier sur l'adaptation au changement climatique étant donné l'importance du secteur laitier pour l'économie (Ashley, 2020). Cependant, le rôle de l'atténuation des changements climatiques liée au secteur est moins explicitement reconnu (Ashley, 2020). D'autres analyses ont également fait valoir que la durabilité socio-économique de ces chaînes de valeur pourraient potentiellement l'emporter, malgré leur impact environnemental, si du moins des pratiques écologiquement durables sont utilisées. Il faudrait pour cela «améliorer l'efficacité, la santé et la génétique des troupeaux; améliorer la production d'aliments pour animaux et les pratiques d'alimentation, y compris la gestion des pâturages; la gestion de la fertilité et la conception des installations; réduire la taille des troupeaux pour ne garder que les animaux productifs et efficaces; veiller à atteindre la taille ou le poids du marché plus tôt, et la gestion du fumier pour récupérer et recycler les nutriments et l'énergie, etc.» (Adesogan *et al.*, 2019).

Perspectives et pistes à suivre

Les défis sont nombreux dans ce secteur. Les vulnérabilités liées à l'eau et au sol devraient encore être mieux prises en compte⁴⁷. La dégradation des terres et en général de l'écosystème a mis en danger les moyens de subsistance des pasteurs car elle affecte négativement l'accès au fourrage. Il faudra une coordination importante pour garantir la disponibilité des intrants. Ailleurs, les entreprises ont utilisé le modèle des centres de collecte où les intrants sont fournis contre la vente de lait, et où les coûts sont déduits du prix final que reçoit l'agriculteur. Cependant, même pour que cela fonctionne, l'accès aux services publics, au financement et aux infrastructures sera essentiel.

L'accès au financement est très limité et reste l'un des plus grands défis dans le développement de n'importe quelle chaîne de valeur agroalimentaire au Niger. En effet, comme cela a été souligné durant les entretiens menés par AgrInvest, aucune institution financière au Niger n'est adaptée au financement de l'agriculture. Il a aussi été mis en avant, lors des entretiens, que les producteurs n'ont pas les compétences adéquates en matière de gestion financière (emprunts). Aujourd'hui, le Niger

⁴⁷ Voir: https://www.enabel.be/sites/default/files/valorisation_des_ressources_pastorales.pdf

présente le taux de bancarisation le plus faible au monde (6,5 pour cent), et une personne interrogée a fait remarquer que les producteurs ignorent que l'on peut négocier avec la banque en tant que partenaire/client. Le taux d'intérêt des banques est tellement élevé (au-delà de 20 pour cent, selon nos entretiens) que même des entrepreneurs expérimentés et dotés d'un grand savoir-faire utilisent leur capital propre, car le revenu ne justifie pas le coût des prêts.

Champions

La filière est constituée d'une multitude d'acteurs et il est important d'apprécier le niveau de coordination nécessaire pour développer ce secteur (ou tout autre). Dans la filière laitière, certains transformateurs peuvent être considérés comme des champions potentiels, par exemple la société du lait du Niger (SOLANI) et Niger Lait. Dans la filière viande, on peut mentionner des entreprises comme la société nigérienne de production et d'exportation de viande (SONIPEV). Ces transformateurs ne peuvent pas fonctionner de manière isolée et il est important de prendre en compte la voix de plusieurs organisations paysannes afin de mieux relever les défis des petits producteurs.

Il existe plusieurs organisations d'éleveurs réparties sur toute l'étendue du territoire national, travaillant soit spécifiquement dans le domaine de l'élevage, soit en association avec les activités de l'agriculture et du petit commerce. Au niveau national, il y a la fédération nationale des producteurs de lait «kossam lobam».

De plus, il y a plusieurs programmes des partenaires techniques et financiers (PTF), par exemple le «West Africa Agricultural Productivity Program» dans 13 pays d'Afrique de l'Ouest y compris le Niger, tout comme des ONG nationales intervenant dans le secteur, telles que l'Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN).

Il existe plusieurs organisations dotées d'une excellente connaissance de cette filière au Niger, notamment Karkara, une ONG nationale; Vétérinaires sans frontières (VSF), Oxfam, entre autres ONG internationales. Des organisations régionales comme le Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) ou l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane (APESS) sont bien placées pour répondre aux besoins des agriculteurs en termes de renforcement des capacités techniques.

C'est une opportunité pour les institutions financières comme la BAGRI qui peut être un vrai partenaire dans la transformation des filières lait et viande. Le FISAN sera aussi un catalyseur des opérations financières pour le développement de ces filières. Le rôle de HCI3N est aussi important à cet égard pour coordonner les différents acteurs, y compris, non seulement les producteurs et les transformateurs, mais également les fournisseurs d'intrants et d'autres services comme le stockage, la réfrigération, le transport et autres aspects logistiques. Les portefeuilles des sociétés d'investissement comme SINERGI peuvent aussi présenter des opportunités afin de compléter ces efforts. Par exemple, l'entreprise Salma est spécialisée dans le domaine agroalimentaire et produit des aliments pour le bétail (ovins, bovins, caprins) à base de foin, de produits agro-industriels et de minéraux⁴⁸. Ces champions, qu'ils soient des acteurs étatiques ou des institutions financières, ont un rôle crucial à jouer dans toutes les chaînes de valeur examinées dans cette étude.

Conclusion

En somme, les filières du lait et de la viande ont un grand potentiel économique malgré les nombreux défis. Il faut entre autres faciliter l'accès aux financements pour gagner en compétitivité. Elles

⁴⁸ Voir : <http://sinerginiger.com/salma/>

constituent une priorité politique pour le gouvernement, notamment compte tenu de leur capacité à créer de l'emploi, ainsi que de leur contribution à une meilleure nutrition de la population. Avec l'adoption de pratiques plus respectueuses de l'environnement, l'empreinte des chaînes de valeur peut être atténuée. Ces aspects correspondent à l'objectif global du projet AgrInvest qui est d'attirer des investissements durables.

Pour le projet AgrInvest, il serait opportun de clarifier davantage les principaux goulets d'étranglement qui entravent le potentiel de ces filières et leur financement. Pour résoudre les goulets d'étranglement, une coordination entre les différents acteurs est primordiale. Les défis pourront être discutés de manière plus efficace dans une plateforme multipartite sans duplication des efforts. Pour ce faire, il faut s'appuyer dans la mesure du possible sur des plateformes et des initiatives déjà existantes. Ainsi, dans les prochaines étapes d'AgriInvest, une cartographie des acteurs et des structures de dialogue et de coordination sera faite. Elle servira de point de départ pour appuyer l'engagement public-privé et promouvoir des investissements conformes aux ODD, afin de contribuer à la transformation de ces filières et un système alimentaire plus durable.

3.2. Chaîne de valeur II: oignon

Pertinence par rapport aux objectifs de durabilité

Considérations économiques

Malgré sa production traditionnelle, le Niger produit près de 500 000 tonnes d'oignons par an. Le pays est le plus grand producteur et exportateur d'oignons de l'Afrique de l'Ouest. Plus de 95 pour cent de la production est exportée selon RVO (2019a). L'oignon est le premier produit d'exportation du pays après l'uranium, générant près de 111 millions d'euros de bénéfices en 2016 (OMC, 2017). La variété produite dans le pays est populaire dans plusieurs pays africains, et réputée de grande qualité. Cette variété est tellement populaire qu'une indication géographique est en cours d'obtention (RECA, 2013 dans OMC, 2017)⁴⁹. Elle peut être produite pendant les deux saisons de croissance garantissant sa disponibilité tout au long de l'année (Mallam, 2019). Toutefois, les pertes post-récolte, soit environ 30 pour cent (ou 170 000 tonnes par an), et d'autres contraintes liées à la production comme le manque d'intrants, sont récurrentes et entravent les exportations (USAID, 2019). Ces pertes sont plus importantes pour la variété «Violet de Galmi» que pour d'autres variétés telles le «Blanc de Gotheye» où les pertes représentent moins de 1 pour cent et cette variété est plutôt utilisée pour la transformation en poudre (USAID, 2019).

Les oignons tiennent une place importante dans les régimes alimentaires de l'Afrique de l'Ouest. Cependant, le Niger ne dispose pas des capacités nécessaires pour satisfaire les besoins régionaux. Les exportations nigériennes d'oignons dans la région restent inférieures à leur potentiel, en raison notamment de l'insuffisance des moyens de conservation du pays. Par conséquent, en basse saison, la CEDEAO a été contrainte d'en importer, pour une valeur de plus de 1 milliard d'USD en 2017 et 2018⁵⁰, y compris en provenance de pays comme la Chine et les Pays-Bas (López-Cálix, 2020)⁵¹.

⁴⁹ Cependant, un problème de propriété intellectuelle a rendu difficile l'obtention de l'enregistrement de l'IG, car l'IG ne peut pas être accordée au «Violet de Galmi» parce qu'il s'agit également du nom d'une variété figurant dans le Catalogue ouest-africain des espèces et variétés végétales, compilé et publié par la FAO et l'Institut du Sahel (Chabrol *et al.*, 2017). Un marquage basé sur l'origine des oignons du Niger peut être intéressant, mais un autre nom doit être utilisé (Union Africaine, 2018).

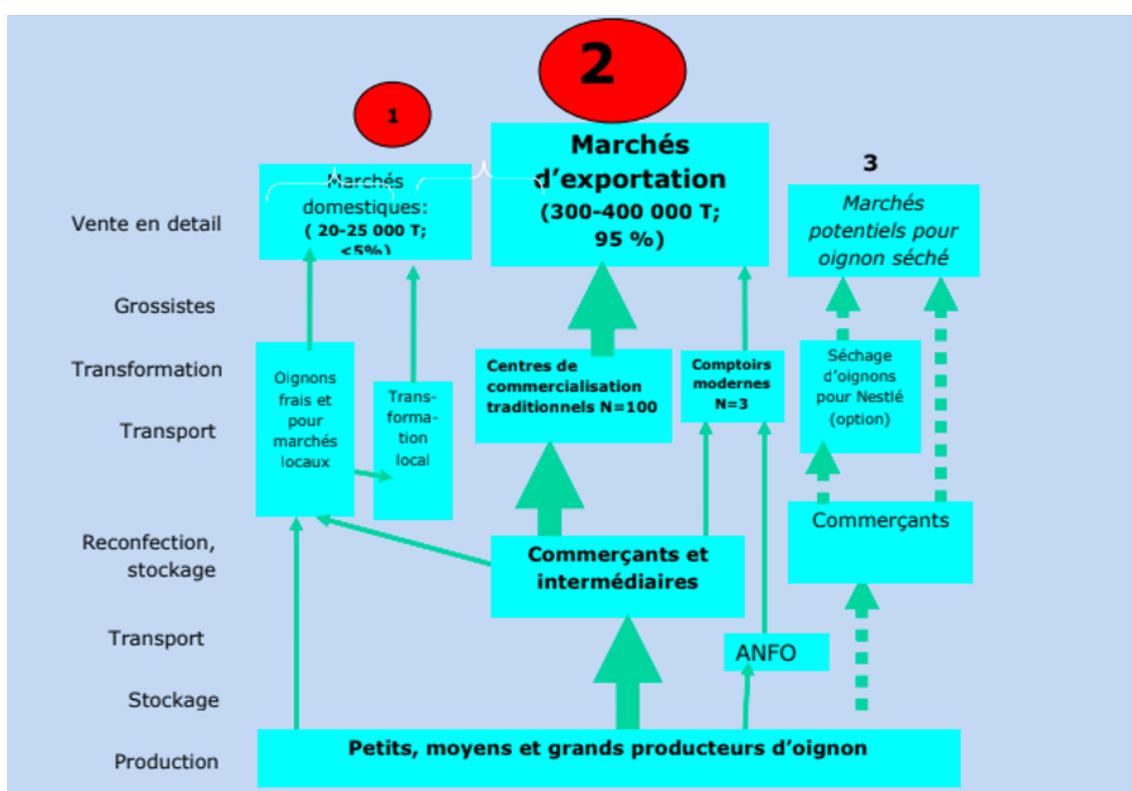
⁵⁰ Voir : <https://www.trademap.org>

⁵¹ À lui seul, le Nigeria importe jusqu'à 1,1 million de tonnes d'oignons par an. Voir : <https://shipsandports.com.ng/nigeria-imports-1-1m-tones-of-onion-annually/>

L'oignon est cultivé dans presque toutes les régions du pays mais la région de Tahoua est la plus grande productrice, avec une agriculture pluviale extensive (millet, sorgho, maïs, etc.) et une agriculture intensive avec des cultures irriguées (tomates, choux, pommes de terre, etc.). L'oignon y est cultivé des deux manières. L'agriculture pluviale, compte tenu des conditions climatiques, ne peut pas répondre aux besoins alimentaires du pays.

On estime qu'au moins 10 pour cent de la population est directement ou indirectement impliquée dans cette chaîne de valeur, avec une participation significative des femmes (voir la figure 13 pour plus d'informations sur la structure de cette filière)⁵². Selon une étude réalisée dans l'ouest du pays, les femmes participent à 95 pour cent de la production (Rabiou *et al.*, 2018). Les producteurs du Niger ont obtenu des rendements plus élevés que ceux des autres pays de la sous-région, et les coûts de production y sont plus faibles⁵³. La filière oignon est également une des filières agroalimentaires les plus organisées et les mieux gérées (RVO, 2019a).

Figure 13: La filière oignon au Niger



Source: RECA, 2010a.

L'essentiel de l'activité est axé sur la culture et la commercialisation des oignons frais. La transformation d'oignons reste encore faible. Le traitement le plus populaire est le séchage au soleil pour produire des condiments comme le 'Gabou'. Le développement de cette industrie par la transformation de l'oignon – en produisant davantage d'oignon séché mais également de la pâte ou de

⁵² Voir : <http://www.iedafrique.org/Systemes-de-commercialisation-et.html>

⁵³ Par exemple, selon Rabiou *et al.* (2018), les marges nettes s'élèvent en moyenne à 551 857 francs CFA, soit 840 euros

le poudre d'oignon par exemple – peut offrir de plus grandes possibilités d'emploi, tant dans le secteur agricole que non agricole (transport et logistique), en particulier pour les femmes. Actuellement, la plupart des activités de distribution et de commercialisation sont informelles.

Considérations sociales

L'oignon est principalement produit sur des terrains appartenant aux producteurs – 70 pour cent des agriculteurs sont propriétaires des terres cultivées, 20 pour cent sont locataires et 10 pour cent achètent la terre qu'ils cultivent (Rabiou *et al.*, 2018).

Les revenus tirés des oignons peuvent être utilisés pour acheter du bétail. Le fumier et le compost épandus en phase de production peuvent accroître les rendements et la qualité des oignons et contribuer à un bon stockage des oignons. De même, les déchets et sous-produits d'oignon peuvent être utilisés dans la fabrication d'aliments pour le bétail.

Les femmes et les jeunes sont très impliqués dans la culture de l'oignon au Niger ainsi que dans sa commercialisation. La transformation agricole en général est dominée par les femmes entrepreneurs, bien que le niveau de cette activité reste faible.

Les revenus des exportations d'oignons peuvent être utilisés pour l'importation de meilleures technologies pour cette culture ou pour d'autres secteurs. Les capacités développées pour la filière oignon (concernant le transport, la logistique, etc.) pourront être également utilisées dans d'autres secteurs.

Considérations environnementales

L'eau, qui constitue normalement un défi pour l'agriculture, crée un avantage comparatif pour le Niger dans la production d'oignons, car cette plante prospère dans des sols plus secs et pousse en abondance dans les terres cultivées irriguées manuellement le long du fleuve Niger. La culture de l'oignon nécessite moins d'eau par rapport à d'autres cultures comme le riz.

Cette culture d'oignons est produite par les agriculteurs depuis plusieurs années et s'est adaptée aux goûts régionaux. Selon l'étude de Rabiou *et al.* (2018), tous les producteurs utilisent des engrais dans la région de Tillabéri. Les engrais organiques, surtout le fumier, sont plus appréciés que les engrais chimiques par les agriculteurs. Les engrais chimiques coûtent plus cher et sont rares sur les marchés et les magasins d'intrants agricoles (Rabiou *et al.*, 2018).

3.2.2. Perspectives et pistes à suivre

Dans la région de Tillabéri, le rendement moyen en 2012-2013 était estimé à 32,69 tonnes/ha, ce qui est supérieur à la moyenne mondiale établie à 17 tonnes/ha (Rabiou *et al.*, 2018). Mais les rendements dans certains pays comme la Corée, le Japon, l'Europe et les États-Unis d'Amérique varient entre 41 tonnes/ha et 62 tonnes/ha, la meilleure récolte dépassant 100 tonnes/ha (Rabiou *et al.*, 2018). Ainsi, des méthodes de production améliorées pourraient favoriser des rendements plus élevés.

Les contraintes majeures pour les producteurs incluent le coût élevé des intrants agricoles, l'assèchement rapide des points d'eau, l'accès limité au crédit, les dégâts causés par l'égarage des animaux⁵⁴, l'effondrement des prix pendant la période de récolte et les difficultés de stockage et de conservation (Rabiou *et al.*, 2018). Avec des normes de qualité et une infrastructure de certification, les exportations peuvent être étendues non seulement à la région plus largement mais aussi aux marchés mondiaux en dehors de la région (López-Cálix, 2020).

Champions

Il existe plusieurs entreprises transformatrices, comme ASI/Wankoye, SAFIE et la Société de transformation et de commercialisation de l'oignon (SOTRACO)⁵⁵. Des entreprises, comme la Société Gabou Hamni de Sakoiria, produisent un substitut local au Maggi à base d'oignons (RVO, 2019a).

L'ANPIP est un autre partenaire soutenant la filière oignon. Une expérience de conservation de l'oignon menée par l'ANPIP et l'INRAN a permis, sur une production de 20 tonnes, de réduire les pertes à 2 pour cent, contre une moyenne de 10 à 15 pour cent en utilisant des méthodes conventionnelles. L'effet de conservation se traduit par un gain d'au moins 20 000 francs CFA par sac, de la période de récolte à la période de vente saisonnière, deux ou trois mois plus tard (RVO, 2019a). Cela pourrait présenter un des points d'entrée pour le projet AgrInvest.

Nous n'avons pas beaucoup de données publiques à notre disposition, mais nous constatons qu'il existe une interprofession de l'oignon dans le pays. Nous n'avons pas d'informations sur le fonctionnement de cette interprofession. L'Agence nigérienne de promotion des exportations (ANIPEX) a identifié l'oignon comme l'un des huit produits Nigériens à fort potentiel d'export. L'Association nationale des coopératives des professionnels de la filière oignon (ANFO) peut jouer un rôle central dans la commercialisation.

Conclusion

La filière oignon présente de grandes opportunités au Niger mais aussi de nombreux défis. La filière est largement informelle, moyennement organisée, comprenant des acteurs importants dont commerçants et coopératives. L'interprofession de l'oignon sera un bon point de départ pour déterminer de quelle manière les capacités peuvent être renforcées. Les investissements dans le stockage seront décisifs pour augmenter la rentabilité de ce produit.

Une étude approfondie qui identifie précisément les opportunités pour attirer les investissements privés peut indiquer la voie à suivre pour le projet AgrInvest. Des concertations avec l'interprofession de l'oignon, et les organisations pertinentes comme l'ANFO et l'APINEX peuvent guider les décisions à cet égard. À première vue, il semble que le principal goulet d'étranglement se situe au niveau de la phase de conservation. Dans le cadre du projet AgrInvest, il serait donc intéressant de contribuer à améliorer la coordination entre les différents acteurs afin d'attirer des investissements privés, non seulement dans le stockage, mais aussi dans la chaîne logistique, y compris le transport.

⁵⁴ Les sites de production d'oignons ne sont généralement pas clôturés.

⁵⁵ La SOTRACO a prévu un projet de production de poudre d'oignon à Madaoua, l'une des régions productrices, pour produire 22 000 tonnes d'oignons, dont 7 000 tonnes seront destinées à Nestlé tandis que le reste ira à la production nationale de plats locaux à base de farine d'oignon. La SOTRACO a aussi un accord de partenariat facilité par le programme 2Scale (SNV, Agriprofocus) avec la société Tays Foods de Sokoto au Nigéria pour garantir un approvisionnement à long terme d'une usine de production de farine d'oignon qui «sera installée avant fin 2019 à Madaoua au Niger» (RVO, 2019). Voir : <https://snv.org/project/2scale-largest-incubator-inclusive-agribusiness-africa#tab-3>

3.3. Chaîne de valeur III: niébé

Pertinence par rapport aux objectifs de durabilité

Considérations économiques

L'Afrique de l'Ouest assure une grande partie de la production mondiale de niébé, à hauteur de 70 pour cent en 2013⁵⁶. Après le Nigéria, qui représente 66 pour cent de la production totale de niébé dans la région, le Niger est le plus grand producteur représentant 14 pour cent de la production régionale. Le pays est le deuxième producteur du monde (USAID, 2016). Le Niger représente déjà 49 % du marché des importations de niébé au Nigéria et est capable de produire du niébé moins cher qu'au Nigéria (USAID, 2019). La production a triplé entre 2001 et 2010, et la culture occupe la troisième place en termes de production agricole et la deuxième en termes de superficie. Au total 80 pour cent de la production est exportée, principalement au Nigéria, faisant du niébé la deuxième culture de rente après l'oignon et générant 64 millions d'euros en 2016 (OMC, 2017).

Comme le niébé fixe l'azote dans le sol, les exploitants agricoles ont souvent recours à une rotation avec le mil et le sorgho. Même si la production est en hausse, la productivité ne connaît pas les mêmes performances⁵⁷. Il y a un manque de données fiables mais une étude menée par l'Université de Purdue indique que les rendements du niébé sont étonnamment bas, à 110 kg par hectare, tandis qu'au Burkina Faso, ils atteignent 777 kg/ha et au Nigéria 494 kg/ha (USAID, 2016). Néanmoins, selon des données de la FAO, il y a eu une forte augmentation des rendements au cours de la dernière décennie à environ 400 kilogrammes par hectare en 2019⁵⁸.

Le niveau d'utilisation d'intrants pour la production du niébé est faible au Niger. Le marché des semences est un mélange de pratiques traditionnelles et de méthodes scientifiques modernes. Par exemple, environ la moitié des ménages nigériens déclarent avoir reporté des stocks de graines de niébé d'une année sur l'autre (USAID, 2016). Cela est un facteur explicatif de la faible productivité de cette culture.

Compte tenu de son importance de longue date dans l'économie nationale, le niébé bénéficie d'un système de soutien au marché pour le développement de débouchés locaux, nationaux (voir la figure 14). Néanmoins, le réseau global de vente au détail dans le pays n'est pas bien développé, la plupart des grossistes et des détaillants étant concentrés dans les centres urbains, ce qui oblige les agriculteurs à parcourir de longues distances pour acheter des intrants (USAID, 2016). Selon cette même étude de l'Université Purdue, les marges brutes sont de 2 pour cent pour les grossistes de niébé, de 4 pour cent pour les intermédiaires et de 10 pour cent pour les détaillants (USAID, 2016).

Considérations sociales

Le niébé est produit par des petits exploitants. La main-d'œuvre représente environ 70 pour cent des coûts de production (USAID, 2016). Le niébé est produit partout dans le pays mais principalement dans les régions de Maradi, Zinder et Tillabéri. Il s'agit d'une culture très nutritive. Par conséquent, le développement de cette chaîne de valeur pour assurer l'accès de la population au niébé peut contribuer à améliorer la nutrition.

⁵⁶ Voir : http://www.coraf.org/documents/Amelioration_Niebe_Niger.pdf

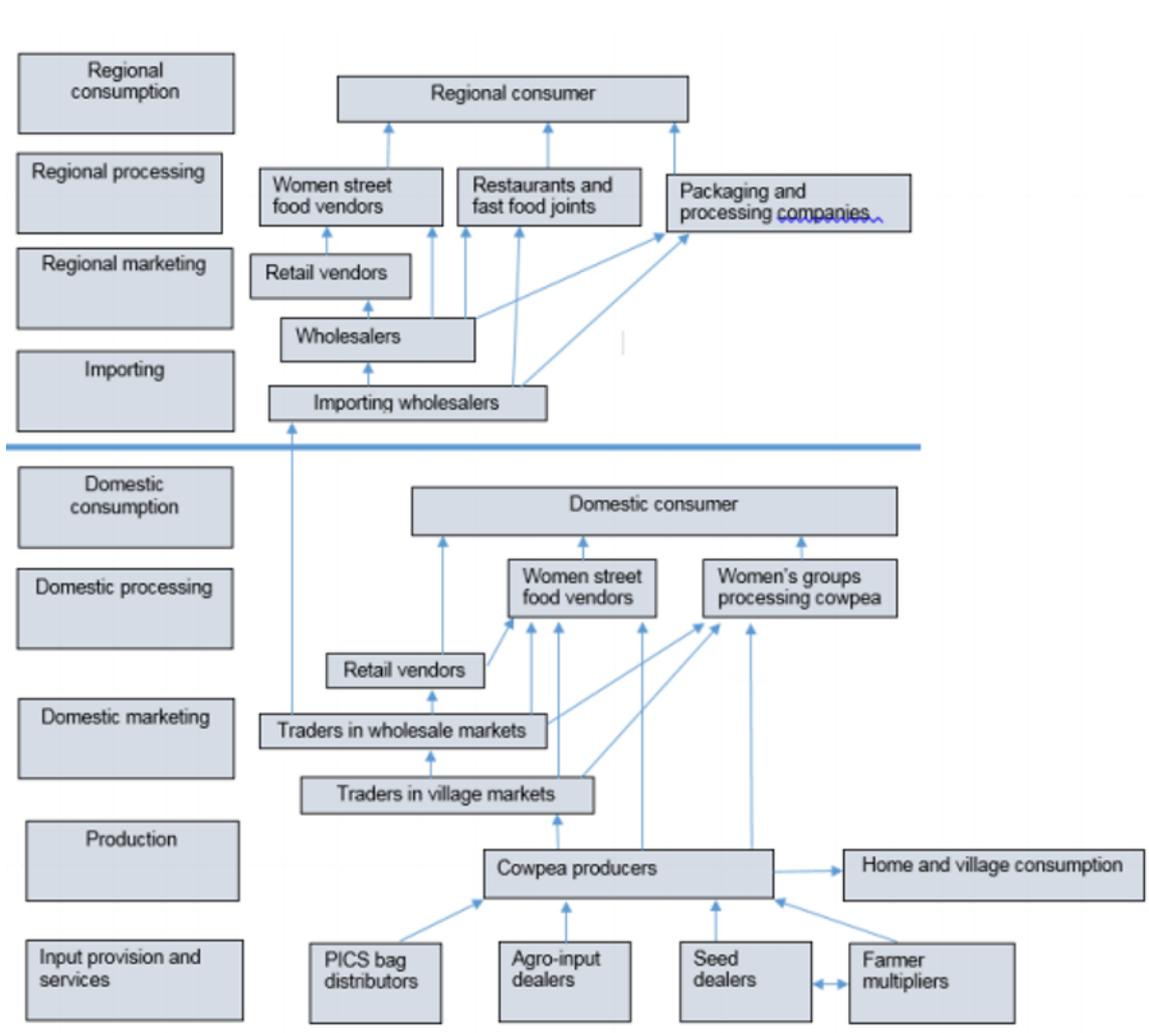
⁵⁷ Voir : http://www.coraf.org/documents/Amelioration_Niebe_Niger.pdf

⁵⁸ Voir : <http://www.fao.org/faostat/en/>

Les feuilles et pousses de niébé constituent par ailleurs une bonne alimentation animale (Kulkarni *et al.*, 2018). Ainsi, le développement de cette chaîne de valeur pourrait aussi améliorer la productivité d'autres chaînes de valeur. Ces interconnexions doivent être explorées en les envisageant comme faisant partie intégrante d'un système global plutôt que comme une chaîne de valeur indépendante, en particulier si les sous-produits d'une chaîne de valeur peuvent être des intrants dans une autre chaîne de valeur, comme le niébé et le bétail. Cela peut également réduire le coût des intrants, notamment le fourrage pour les animaux.

Le rôle des femmes dans la phase de production est limité. Alors que les hommes ont tendance à avoir les plus grands champs, il est très courant que les femmes aient leurs propres petites parcelles de terre où elles cultivent le niébé (USAID, 2016). Le travail de l'écosage et du broyage des haricots dans la phase initiale de la transformation est traditionnellement effectué par des femmes.

Figure 14: La filière niébé au Niger



Source: USAID, 2016.

La transformation du niébé en produits alimentaires à valeur ajoutée est contrôlée par les femmes et peut être classée en deux catégories: les femmes travaillant en tant qu'entrepreneuses individuelles qui vendent de la nourriture de rue à base de niébé, et les groupes de femmes transformant le niébé en produits à valeur ajoutée conditionnés à destination des femmes entrepreneurs et des consommateurs individuels (USAID, 2016). Otoo *et al.* (2009) montrent que les femmes impliquées dans la vente de nourriture de rue (par exemple le kossai) à Niamey gagnent en moyenne quatre fois le salaire minimum, avec des gains comparables à ceux d'ouvriers qualifiés dans le secteur formel. Selon des données disponibles à cette époque (en 2009), les gains quotidiens se traduisent par un équivalent annuel de 4,53 millions d'USD. C'est une somme énorme. Au niveau industriel, il existe au moins une entreprise à Niamey appartenant à des femmes, qui utilise des méthodes de broyage industrielles modernes. Elles produisent de la farine de niébé conditionnée en sacs de 1 kilogramme en plastique transparent portant le nom et le numéro de téléphone de l'entreprise (USAID, 2016). Il y a d'autres activités de transformation au niveau local⁵⁹.

Considérations environnementales

Les manifestations des changements climatiques exigent que les pratiques agricoles soient revues et adaptées à ces nouvelles conditions afin d'assurer une résilience des agriculteurs. Le niébé offre une très bonne opportunité pour s'adapter au raccourcissement de la saison pluvieuse et à la mauvaise répartition des pluies au Niger, car sa production requiert peu d'eau⁶⁰.

Malgré l'adaptation de cette plante au sol et au climat du pays, on assiste à une dégradation et à une baisse de la fertilité des sols, principalement en raison d'une carence en matière organique et en phosphore. La culture est aussi vulnérable aux maladies.

Perspectives et pistes à suivre

Il y a un besoin d'utilisation de semences améliorées, y compris de nouvelles variétés résistantes à la sécheresse ou aux inondations mais nécessitant des intrants supplémentaires. La libre circulation des semences améliorées produites au niveau national est étroitement contrôlée par certains gouvernements en Afrique de l'Ouest pour les garder dans leur pays, ce qui peut être un facteur contraignant. Une plus grande adoption des techniques de stockages modernes est également essentielle pour améliorer les revenus des agriculteurs et fournir des produits de meilleure qualité aux consommateurs (USAID, 2016 et 2019).

L'accès au financement reste une contrainte majeure pour toutes ces activités. Comme la filière n'est pas très développée, l'approvisionnement en intrants est également problématique. Par exemple, la farine de niébé permettrait aux femmes de préparer le kossai plus rapidement, car préparer la farine à main est très laborieux⁶¹. Ainsi, l'adoption de nouvelles technologies pour traiter le niébé aurait de nombreux effets bénéfiques – développement économique des communautés et impacts positifs sur la santé et la nutrition (Ibro *et al.*, 2008).

⁵⁹Voir: <https://sosfaim.wordpress.com/2015/03/09/au-niger-la-transformation-locale-en-progres-regulier/>

⁶⁰ Voir : http://www.coraf.org/documents/Amelioration_Niebe_Niger.pdf

⁶¹ Kossai est un aliment coutumier riche en protéines et nutritif qui est vendu par des vendeurs ambulants dans des villes comme Niamey.

Nous ne disposons pas de suffisamment d'informations sur la chaîne de valeur pour déterminer des « champions » pouvant jouer un rôle important dans le développement de la chaîne de valeur. La société industrielle basée à Niamey et mentionnée ci-dessus pourrait être un de ces acteurs. Il existe très peu de transformateurs à moyenne ou grande échelle. Les autres champions potentiels comme les acteurs étatiques et bancaires sont les mêmes que dans d'autres secteurs. Citons par exemple la société Sahélienne des semences; elle produit des semences améliorées de niébé pour accroître sa capacité de production en semences de qualité et améliorer l'accessibilité des semences aux petits producteurs de la région de Maradi⁶². Ou la société ETC qui s'approvisionne en matières premières produites par les petits producteurs au Niger et commercialise des produits d'alimentation.

Conclusion

La filière niébé présente des opportunités économiques et sociales importantes, tout en s'inscrivant dans une approche agricole intelligente face au climat. S'agissant de l'investissement privé, il semble que cette filière présente des opportunités de développement au niveau des intrants (engrais), qui peuvent être utiles à d'autres filières, par exemple la filière oignon. Quant à la transformation, nous ne disposons pas de suffisamment d'informations, d'où la nécessité de réaliser une étude approfondie pour identifier ces opportunités. Des discussions avec l'interprofession du niébé et des organisations pertinentes comme l'ANIPEX pourraient guider les décisions à cet égard.

3.4. Faisabilité politique et traction

Comme indiqué précédemment dans le présent document, la sécurité alimentaire est une priorité majeure au Niger. De plus, étant donné le risque d'événements météorologiques extrêmes liés au changement climatique, l'agriculture intelligente face au climat revêt également une importance particulière. Les filières présentées plus haut ont été sélectionnées sur la base de ces considérations, après avoir consulté plusieurs documents publics, provenant du Gouvernement Nigérien ainsi que d'autres sources.

Parmi les priorités décrites dans différents documents politiques, le développement de l'élevage apparaît comme une priorité claire (Ashley, 2020). L'augmentation de la production de lait et de viande est reconnue comme une priorité dans le plan d'action de l'I3N. Le gouvernement s'est fixé pour objectif d'améliorer la disponibilité des intrants en augmentant le nombre d'exploitations, de centres de collecte et de fourrage⁶³. De même, l'augmentation de la production de viande est également une des priorités dans le plan d'action de l'I3N.

Même si l'État n'intervient pas énormément dans la filière oignon, le gouvernement vise la création d'une usine de conservation d'oignons pour pouvoir assurer l'approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires (Gouvernement du Niger, 2016). Mais le secteur est largement autogéré par des «accords» entre les différents acteurs et basé sur la confiance entre parties prenantes⁶⁴.

⁶² Voir : <http://sinerginiger.com/la-sahelienne-des-semences/>

⁶³ Voir: <https://www.niameyetles2jours.com/l-economie/agro/0606-2396-le-niger-ambitionne-d-atteindre-une-production-de-1-6-million-de-litres-de-lait-par-an-en-2021>.

⁶⁴ Voir : <http://www.iedafrique.org/Systemes-de-commercialisation-et.html>

Le gouvernement a aussi comme objectif prioritaire la création d'usines de transformation de niébé (Gouvernement du Niger, 2016). Des institutions de recherche préparent des documents ponctuels pour expliquer les techniques de production (voir par exemple INRAN, 2018).

Dans le même temps, les défis demeurent et restent pressants. Actuellement, la plupart de ces filières sont organisées de manière informelle, ce qui rend la coordination entre les différents acteurs difficile. Le défi financier est aussi considérable. Reconnaissant que le secteur privé est le principal moteur de la croissance économique, des mesures sont prises par les parties prenantes pour stimuler le développement de ces filières. Les investissements publics ont également un rôle à jouer, soit pour fournir des infrastructures qui ne seront pas soutenues par le secteur privé (fourniture d'électricité, réseaux routiers, etc.), soit pour coordonner les activités du secteur privé (élaboration des cadres de gouvernance des secteurs, création d'infrastructures pour assurer la qualité des produits, etc.)

En dehors de ces défis nationaux, il existe aussi des défis extérieurs, comme par exemple les politiques commerciales qui sont décidées au niveau régional, compte tenu du fait que le Niger est un État membre de la CEDEAO. Une grande partie des produits laitiers consommés au Niger est importée, notamment en provenance de l'UE (RVO, 2019a). En 2017, les importations de produits laitiers représentaient 20 milliards de francs CFA (soit 30 millions d'euros)⁶⁵. Avec un tarif douanier de 5 pour cent au niveau de la CEDEAO, il revient moins cher d'importer du lait en poudre que de s'approvisionner en lait local (Cohen, 2019)⁶⁶. Cela représente un grand défi pour le développement de cette filière, car il en résulte une sous-cotation de la production domestique. Par conséquent, le développement de la filière nécessite des mesures nationales mais aussi extérieures (Berthelot, 2020).

Le statu quo actuel caractérisé par des importations moins chères profite en général aux importateurs qui continuent à bénéficier d'une forte demande. En outre, les grandes entreprises importatrices bénéficient d'un pouvoir et d'une influence non négligeables, puisque, par exemple, les décideurs politiques dépendent du soutien financier des hommes d'affaires pour gagner les élections (Banque mondiale, 2017). Ils peuvent donc résister aux tentatives de rendre les importations plus onéreuses afin de favoriser la compétitivité des producteurs au Niger.

4. Observations finales

La présente étude a permis de dresser une cartographie du système alimentaire nigérien, décrivant en termes généraux ses résultats sociaux, environnementaux et économiques, ainsi que ses principaux acteurs, les caractéristiques de l'économie politique et les défis et opportunités en matière de durabilité. L'analyse fournit des informations pour guider les interventions dans le cadre du projet AgrInvest-Systèmes alimentaires de la FAO, qui vise à aider les parties prenantes à comprendre et à gérer les choix complexes en matière de durabilité et de résilience du système alimentaire, et plus particulièrement à promouvoir des investissements durables dans les chaînes de valeur alimentaires par le biais d'une approche du système alimentaire politiquement éclairée.

⁶⁵Voir: <https://www.niametles2jours.com/l-economie/agro/2301-3386-les-importations-des-produits-laitiers-au-niger-representaient-20-milliards-fcfa-en-2017-contre-5-milliards-il-y-a-20-ans>

⁶⁶ La région importe plus de 2 millions de tonnes de lait en poudre par an et le fait que ces produits soient bon marché et jugés plus fiables empêche le développement de la production laitière locale dans ces pays (RVO, 2019a).

Afin de réduire la complexité du système alimentaire nigérien et d'augmenter les chances de contribuer à son amélioration, cette analyse propose l'adoption d'une approche chaîne de valeur pour les systèmes alimentaires d'AgrInvest- Systèmes Alimentaires, en se basant sur les pistes de renforcement de la durabilité qui ont émergé de cette analyse. Le lait, la viande, l'oignon et le niébé ont été identifiés comme des chaînes de valeur prometteuses pour les investissements alignés sur les ODD. Elles pourraient offrir des possibilités de contribuer à une alimentation plus saine, à l'autonomisation des femmes, à l'amélioration des possibilités de revenus des petits exploitants, à la résistance au changement climatique; il convient de tirer profit du potentiel élevé de transformation et des synergies avec d'autres chaînes de valeur.

L'analyse des chaînes de valeur présentées plus haut est principalement basée sur la littérature disponible, ainsi que sur un nombre limité d'entretiens. Il ne s'agit pas d'une analyse de marché complète des chaînes de valeur, mais d'un aperçu de la situation afin d'alimenter la discussion entre acteurs clés en vue de sélectionner une ou deux chaîne(s) de valeur dans le cadre du projet AgrInvest. La filière sélectionnée le sera en fonction des priorités gouvernementales mais aussi des intérêts des acteurs impliqués dans les filières retenues. Outre les considérations économiques et sociales, les considérations environnementales doivent également être prises en compte, notamment dans un pays sujet à la désertification comme le Niger.

Étant donné que le but de ce projet est d'attirer des investissements durables privés dans le secteur agroalimentaire, cette analyse montre qu'il est essentiel de prendre en compte non seulement des considérations économiques, sociales ou bien environnementales, mais aussi, dans une certaine mesure, de trouver des compromis. Par exemple, investir dans le secteur de l'élevage peut conduire à de meilleurs résultats nutritionnels, mais une mauvaise gestion pourrait générer un impact environnemental négatif et exacerber les tensions ethniques existantes. De même, l'intensification de certains produits horticoles, en particulier les oignons, pourrait améliorer les moyens de subsistance, tout en utilisant de manière intelligente les rares ressources en eau, mais pourrait contribuer modestement à l'amélioration de l'état nutritionnel. D'un autre côté, il est possible de tirer pleinement parti des synergies pour promouvoir des résultats plus durables du système alimentaire. Ainsi, promouvoir l'élevage tout en améliorant la transformation du lait et de la viande conformément aux pratiques qui peuvent atténuer l'impact environnemental peut également améliorer les moyens de subsistance. Un argument similaire peut être avancé à propos des variétés améliorées (y compris résistantes à la sécheresse), où des rendements accrus peuvent aussi offrir des opportunités pour l'autonomisation des femmes et l'emploi des jeunes et conduire à de meilleurs résultats nutritionnels.

Les exploitations agricoles du pays sont souvent de taille modeste, familiales et fortement dépendantes des saisons. Les réalités sociales doivent être prises en compte lorsqu'on se concentre sur des chaînes de valeur prometteuses. En effet, la spécialisation sur un seul produit ou la monoculture peut ne pas

convenir compte tenu de la qualité du sol et de la vulnérabilité des producteurs à la volatilité des prix. Les synergies et complémentarités entre les chaînes de valeur peuvent donc être plus souhaitables. De même, développer une mutualisation commune des moyens de production, des infrastructures de transformation, des lignes de conditionnement, et des activités de commercialisation, peut être très pertinent dans le cas du Niger où ces installations font défaut à tous les niveaux (RVO, 2019a).

Le tableau ci-dessous résume les résultats des chaînes de valeur présentées dans le présent rapport.

Les prochaines étapes du projet AgrInvest-Systèmes alimentaires comprendront donc:

- une analyse plus approfondie des contraintes qui pèsent sur les investissements, la résilience et la durabilité, et une cartographie détaillée des acteurs concernés;
- un appui à la mise en place ou au renforcement de cadres multipartites inclusifs afin de coordonner les politiques et les investissements visant à éliminer ces contraintes de la/des chaîne(s) de valeur;
- des recommandations pour promouvoir des investissements conformes aux principes de développement durable. Ces recommandations seraient établies en définissant avec les parties prenantes locales les conditions favorables à une meilleure résilience et à une durabilité économique, sociale et environnementale dans la/les chaînes de valeur spécifique(s), ainsi que les mesures politiques et les instruments financiers nécessaires pour promouvoir des investissements plus durables.

Tableau 2: Récapitulatif des filières prometteuses

Filière	Objectifs de Durabilité		
	Économique	Social	Environnemental
Lait/viande (production et transformation) (Niamey, Maradi, Tahoua)	<ul style="list-style-type: none"> • Demande significative • Potentiel de création d'emplois et de réduction de la pauvreté • Valeur ajoutée domestique 	<ul style="list-style-type: none"> • Contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle • Participation des femmes dans la filière lait (collecte, transformation, commercialisation) • Autonomisation des acteurs (surtout les éleveurs) 	<ul style="list-style-type: none"> • La bouse de vache comme engrais naturel pour d'autres cultures
Oignons (production et transformation surtout la conservation) (Niamey, Tahoua)	<ul style="list-style-type: none"> • Les risques liés au climat et à différentes politiques ont accru les tensions entre éleveurs et agriculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Ingrédient clé dans la cuisine nigérienne • Participation des femmes (production à petite échelle, commercialisation) • Revenus pouvant être utilisés pour acheter le bétail 	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleurs systèmes de production pour permettre aux différents groupes de vivre côte à côte
Niébé (production et transformation) (Maradi, Tahoua)	<ul style="list-style-type: none"> • Demande significative et potentiel d'exportation • Potentiel de génération de revenus 	<ul style="list-style-type: none"> • Contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle • Synergie potentielle avec la filière lait/viande • Participation des femmes (commercialisation de kossai) 	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleurs systèmes de production pour permettre aux différents groupes de vivre côte à côte

References

- Aboubacar, D.** 2017. *Revue des filières bétail/viande et lait et les politiques qui les influencent au Niger*. FAO et ECOWAS.
- ACF.** 2020. *Bulletin mensuel de suivi de l'impact de la COVID19 sur les ménages pastoraux et agropastoraux*, Août 2020.
- Adesogan, T.A., Havelaar, A.H., S. L. McKunec, S. L., Eilittäd M. et Dahl., G. E.** 2019. "Animal source foods: Sustainability problem or malnutrition and sustainability solution? Perspective matters", *Global Food Security*, vol 25, Juin 2020, 100325.
- Africa confidential.** 2020. "Doubts over post-slump bounce", *Africa Confidential*, vol 61, no 14.
- Albichir.** 2020a. *Analyse approfondie des marchés et de la sécurité alimentaire au Niger*. SIMA, PAM, FEWS NET, CILSS, No. 130 - juillet 2020.
- Albichir.** 2020b. *Analyse approfondie des marchés et de la sécurité alimentaire au Niger*. SIMA, PAM, FEWS NET, CILSS, No 132 - septembre 2020.
- APESS.** 2020. *Note d'analyse des premiers impacts de la pandémie du COVID 19 sur les Exploitations Familiales*. Avril 2020.
- Ashley, L.** 2020. *Climate and livestock policy coherence analysis in Burkina Faso, Niger, Rwanda, Nepal and Cambodia*. CCAFS Working Paper no. 311. CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CAAFS), Wageningen (Pays-Bas).
- Banque mondiale et ONE.** 2014. *Levelling the field: Improving opportunities for women farmers in Africa*. Publication conjointe de la Banque mondiale et de la campagne ONE.
- Banque mondiale.** 2017. *Priorities for ending poverty and boosting shared prosperity. Systematic country diagnostic*. World Bank.
- Banque mondiale.** 2020. *2020 Global Nutrition Report*. The World Bank.
- Banque mondiale/Gouvernement du Niger.** 2020. *Étude de marché pour l'introduction de produits d'épargne innovants au Niger*. Rapport provisoire. Septembre 2020.
- BCEAO.** 2018. *Note d'information. 4e trimestre 2018*. no 56. Dakar.
- Bertelsmann Stiftung.** 2020. *BTI 2020 Country Report - Niger*. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung.
- Berthelot, J.** 2020. *Protecting West African local milk from EU dumping of milk powders*. Alternatives agroécologiques et solidaires.
- Brilhante, R., Sales, J., Pereira, V., Castelo-Branco, D., Cordeiro, R., Sampaio, C., Paiva, M., Santos, J., Sidrim, J. et Rocha, M.** 2017. "Research advances on the multiple uses of *Moringa oleifera*: A sustainable alternative for socially neglected population", *Asian Pacific Journal of Tropical Medicine*, vol 10, no 7.
- Chabrol, D., Mariani, M. et Sautier, D.** 2017. "Establishing geographical indications without state involvement? Learning from case studies in Central and West Africa", *World Development*, vol. 98, p. 68–81.
- Chatellier, V.** 2020. "La dépendance de l'Afrique de l'Ouest aux importations de produits laitiers". *La revue INRAE production animales*, vol. 33, no 2, p. 125-140.
- Club du Sahel.** 2020. *Preparing for the Future A Vision of West Africa in the Year 2020*. West Africa Long-Term Perspective Study. OCDE. Club du Sahel.
- Cohen, M.J.** 2019. *Let them eat promises: Global policy incoherence, unmet pledges, and misplaced priorities undercut progress on SDG 2*. *Food Ethics* 4, 175-187. August 2019.
- Connan, C. et Sada, H.** 2019. *Niger: sustainable stability or precarious balance? Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel*. Fondation pour la recherche stratégique.
- Corniaux, C. et Duteurtre, G.** 2018. *Pour une alliance renouvelée entre industriels et éleveurs laitiers en Afrique de l'Ouest*.
- de Sardan, J.** 2011. «Local powers and the co-delivery of public goods in Niger». *IDS Bulletin*, vol. 42, no 2.
- FAO et ROPEN-Marooobe.** 2019. *Guide pour l'amélioration de la gouvernance des régimes fonciers pastoraux au Niger*.

- FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS.** 2020. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. Transforming food systems for affordable healthy diets.* Rome.
- FAO et PAM.** 2020. *FAO-WFP early warning analysis of acute food insecurity hotspots July 2020.* Rome.
- FAO.** 2020a. *COVID-19 and the role of local food production in building more resilient local food systems.* Rome.
- FAO.** 2020b. *West Africa Desert locust crisis appeal May–December 2020 Anticipatory action and rapid response.* Rome.
- FAO.** 2020c. *Desert locust bulletin. General situation during september 2020. Forecasts until mid-November 2020.* No. 504. Octobre 2020. Rome.
- FEWS NET.** 2014. *Niger Food Security Brief.* Mai 2014.
- FEWS NET.** 2020. *Niger Perspectives sur la sécurité alimentaire.* Juin 2020.
- Gambo, Y. et Nafiou, M.** 2018. "Value Chain Performance in the Niamey Dairy Basin (Niger)". *Journal of Dairy & Veterinary Sciences*, vol. 6, no 1.
- Goïta, M et Frison, E.** 2020. *Valeur(s) ajoutée(s) de l'agroécologie: Déverrouiller le potentiel de transition en Afrique de l'Ouest. International Panel of Experts on Sustainable Food Systems.*
- Gouvernement du Niger.** 2013. *Stratégie de développement durable de l'élevage (2013-2035).* Présidence de la République et Ministère de l'agriculture et de l'élevage.
- Gouvernement du Niger.** 2014. *Cadre Stratégique de la Gestion Durable des Terres (GDT) au Niger et son plan d'investissement 2015-2019.* Ministère de l'environnement, de la salubrité urbaine et du développement durable.
- Gouvernement du Niger.** 2015. *Plan d'action de l'initiative 3N 2016-2020. Haut-Commissariat à l'initiative 3N.* Niger.
- Gouvernement du Niger.** 2016. *Politique agricole.* Ministère de l'agriculture et de l'élevage.
- Gouvernement du Niger.** 2017. *Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN).* Ministère de l'agriculture et de l'élevage et le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N.
- Gouvernement du Niger.** 2020. *Résultats de l'analyse de l'impact de la pandémie COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger.*
- HCR.** 2020. *Regional situation update: Central Sahel.* July-December 2019.
- Hoton, L. et Hubert, L.** 2019. *Étude sur les systèmes financiers décentralisés et la finance rurale: Mécanismes inclusifs de financement alternatif en zone agropastorale des régions de Tahoua, Maradi et Zinder.* FIDA et FAO.
- Ibrahim, H., Mormont, M., Stassart, P. M. et Yamba B.** 2018. "Pastoralisme et politiques développementalistes : états de lieux sur les systèmes de tenure foncière pastorale en Afrique Subsaharienne". *Vertigo* - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Débats et Perspectives, mis en ligne le 25 mai 2018.
- Ibro, G., Everhart-Valentin, K., Fulton, J., Lowenberg-DeBoer, J. et Otto, M.** 2008. "Testing the Market Potential for a New Value-Added Cowpea Product to Improve the Well-Being of Women Entrepreneurs in West Africa". *Journal of International Agricultural and Extension Education*, vol. 16, no 1.
- ICG.** 2020. *The Central Sahel: Scene of New Climate Wars? Briefing no 154.*
- INRAN.** 2018. *Itinéraires techniques de production de niébé de qualité.* Fiche technique 2018.
- Khan, M.** 2018. «Political settlements and the analysis of institutions». *African Affairs*, vol. 117, no 469, p. 636–655.
- Körling, G.** 2011. *In Search of the State. An Ethnography of Public Service Provision in Urban Niger.* *Acta Universitatis Upsaliensis.* Uppsala Studies in Cultural Anthropology 51. Uppsala Universitet.
- Kulkarni K. P., Tayade R., Asekova S., Song J. T., Shannon J. G. et Lee J-D.** 2018. "Harnessing the Potential of Forage Legumes, Alfalfa, Soybean, and Cowpea for Sustainable Agriculture and Global Food Security", *Front. Plant Sci.* 9:1314.

- Levy, B.** 2014. *Working with the Grain: Integrating Governance and Growth in Development Strategies*. Oxford University Press, New York.
- López-Cálix, J.** 2020. *Leveraging Export Diversification in Fragile Countries The Emerging Value Chains of Mali, Chad, Niger, and Guinea*. *International Development in Focus*. Banque mondiale, Washington.
- Mallam, A.** 2019. *Onion cultivation system and spatial distribution centers in Tahoua region/Niger*. Master's Thesis, University Graduate School, Indiana.
- OMC.** 2017. «Annex 6: Niger», *Trade policy review: Members of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU)*.
- Otoo, M., Fulton, J., Ibro, G. et Lowenberg-DeBoer, J.** 2011. «Women entrepreneurship in West Africa: The cowpea street food sector in Niger and Ghana», *Journal of Developmental Entrepreneurship (JDE)*, vol 16, no 1, p. 37-63.
- Oxfam.** 2018. *Taking a fresh approach: Enabling local producers to meet rising demand in West Africa's dairy sector*. Oxfam case study.
- PAM.** 2020. *Niger Country Brief, June 2020*. WFP.
- PNUD.** 2019. *Inequalities in Human Development in the 21st Century*. Briefing note for countries on the 2019 Human Development Report, Niger.
- Posthumus, H., Dengerink, J., van Berkum, S., Neelen, J. et de Steenhuijsen-Piters, B.** 2018. *The Food Systems decision-support tool. Application in the case of the Sahel*. Wageningen University & Research and Royal Tropical Institute.
- Rabiou, M.M., Moussa, I., Mella, T.M. et Sadou, H.** 2018. «Panorama of Onion Production in Tillabéri, A Region of the Far West of Niger». *European Scientific Journal*, vol.14, no15.
- RECA.** sans date. *Analyse des stratégies et politiques et propositions d'amélioration*. RECA. Niger.
- RECA.** 2010a. *L'importance de l'oignon dans la vie socio-économique du Niger : contexte et agendas d'action. Éplucher l'oignon - Un projet de recherche-action de WUR-CDI, SNV-Niger, FCMN-Niya et Agri-Bilan*. RECA. Niger.
- RECA.** 2010b. *Le moringa, une demande forte, une offre insuffisante. Note d'information / Filière moringa n°1*. Septembre 2010. Niger.
- RVO.** 2019a. *Report on youth employment in agricultural value chains: Niger*. Ministère des affaires étrangères, Gouvernement des Pays-Bas.
- RVO.** 2019b. *Report on Entrepreneurship: Niger Catalistas*. Ministère des affaires étrangères, Gouvernement des Pays-Bas.
- ROPFA.** 2020. *Impact de la crise covid-19 sur la sécurité alimentaire – synthèse, discussion n°9*. Forum ROPFA-PAFAO-JAFOWA.
- Saavedra Gonzalez, Y.R. et van der Maden, E.C.L.J.** 2015. *Opportunities for development of the Moringa sector in Bangladesh. Desk-based review of the Moringa value chains in developing countries and end-markets in Europe*. Centre for Development Innovation, Wageningen UR (University & Research centre). Report CDI-15-102. Wageningen.
- Salla, A.** 2017. *Review of the livestock/meat and milk value chains and policy influencing them in West Africa*. FAO et CEDEAO.
- Tagba, D. et Kandji, B.** 2019. *Le marché de la finance digitale au Niger. Bâtir un écosystème favorable à l'expansion du digital*. UNCDF.
- Union africaine.** 2018. *Continental strategy for geographical indications in Africa 2018-2023*.
- USAID.** 2016. *Value chain and end market assessment: cowpea. Resilience and Economic Growth in the Sahel – Accelerated Growth (REGIS-AG)*. CNFA et USAID.
- USAID.** 2019. *Niger investment & partnership mapping*. USAID Investment Support Programme.
- van Berkum, S., Dengerink J. et Ruben, R.** 2018. *The food systems approach: sustainable solutions for a sufficient supply of healthy food*. Wageningen Economic Research, Wageningen (Pays-Bas).

Annexe: Système alimentaire au Niger

Figure 15: Indicateurs clés, 1990-2018

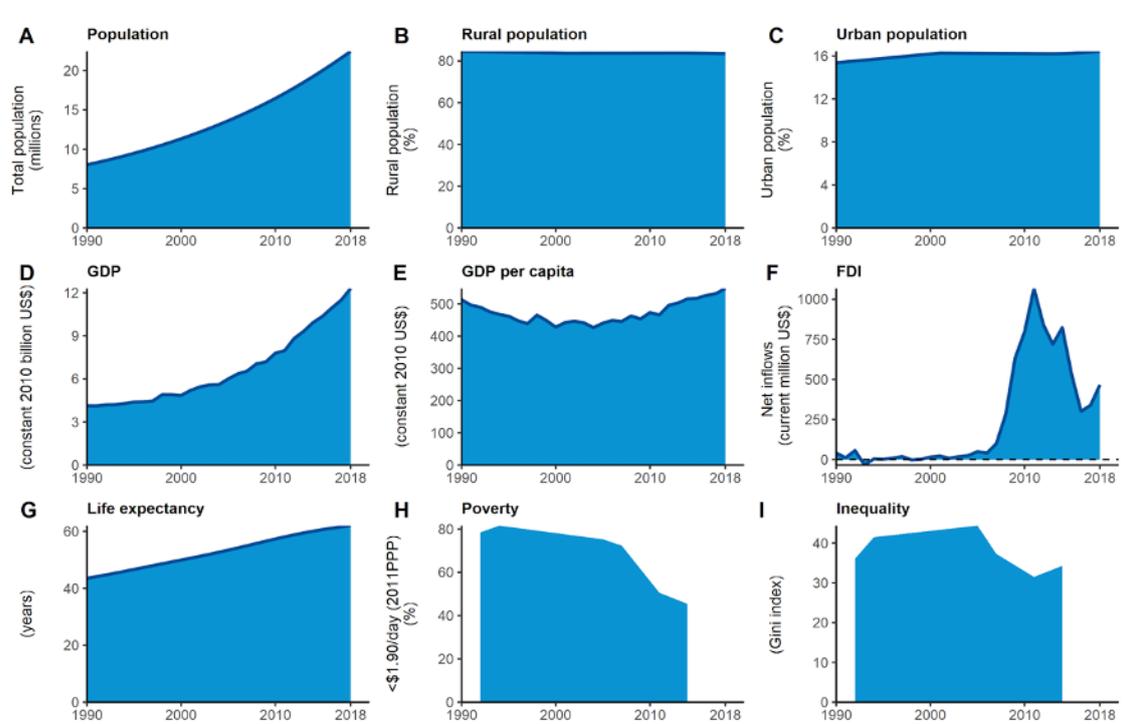


Figure 16: Indicateurs de la durabilité sociale et nutritionnelle, 1990-2018

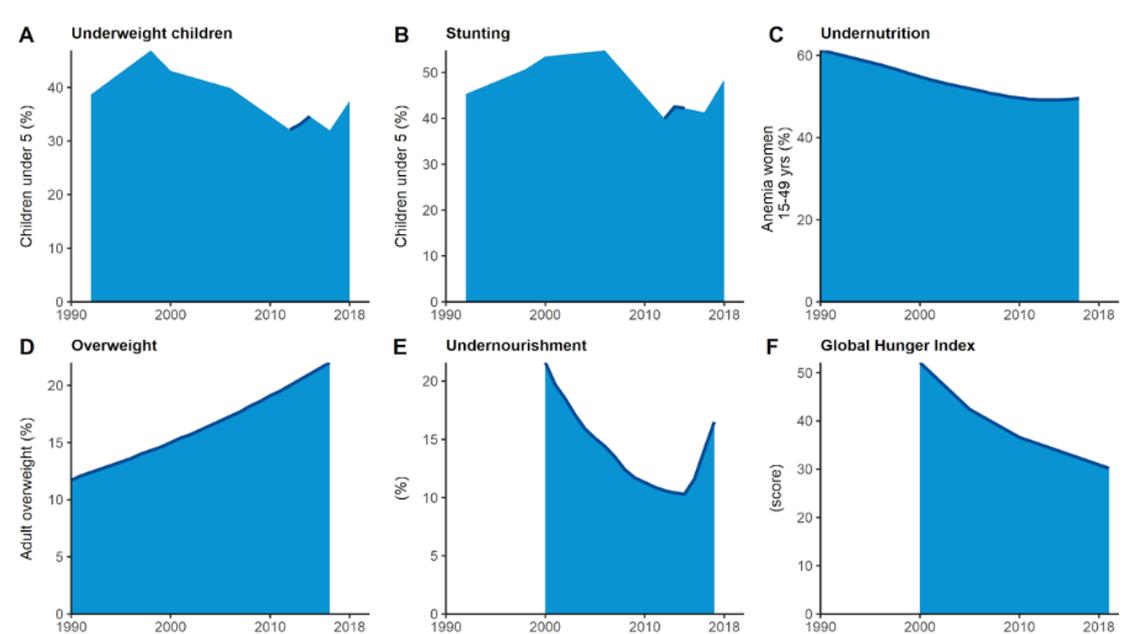


Figure 17: Indicateurs de la durabilité environnementale, 1990-2018

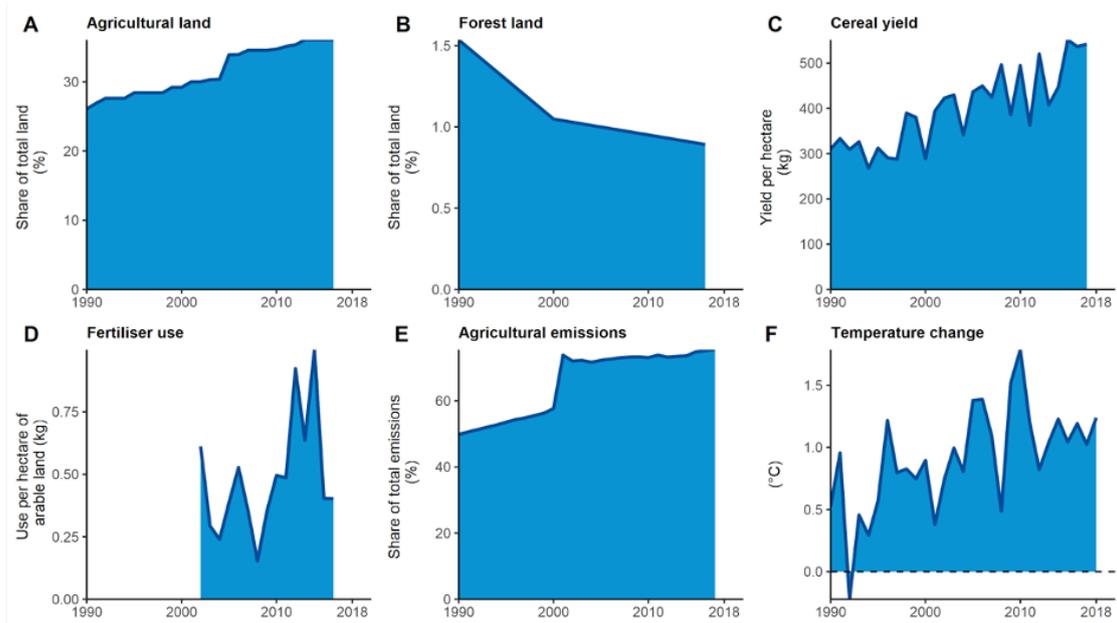


Figure 18: Indicateurs de la durabilité économique, 1990-2018

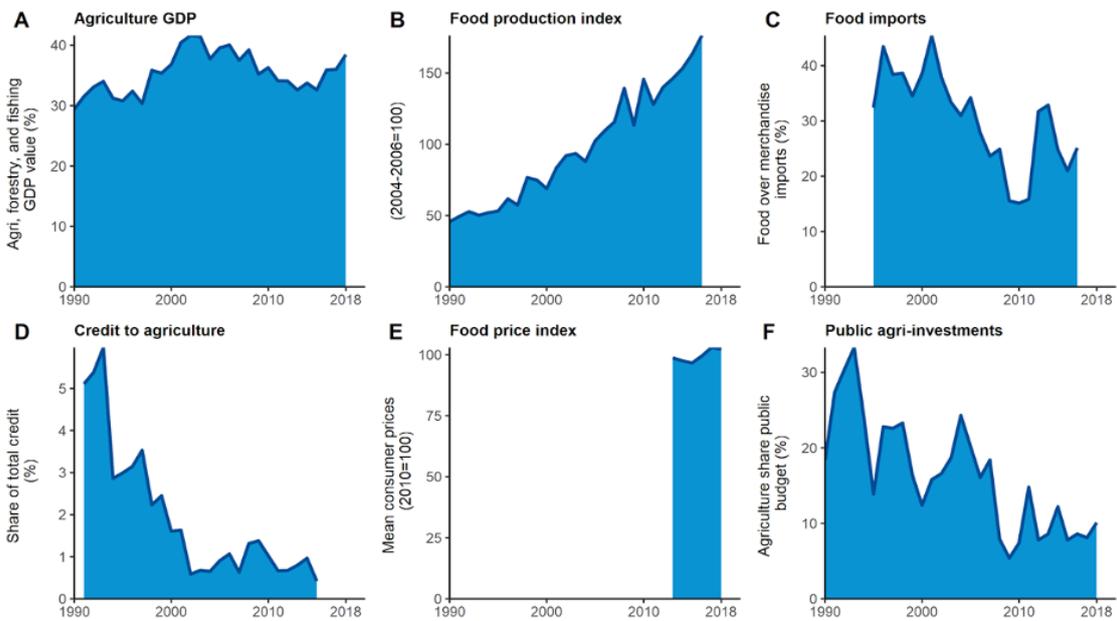
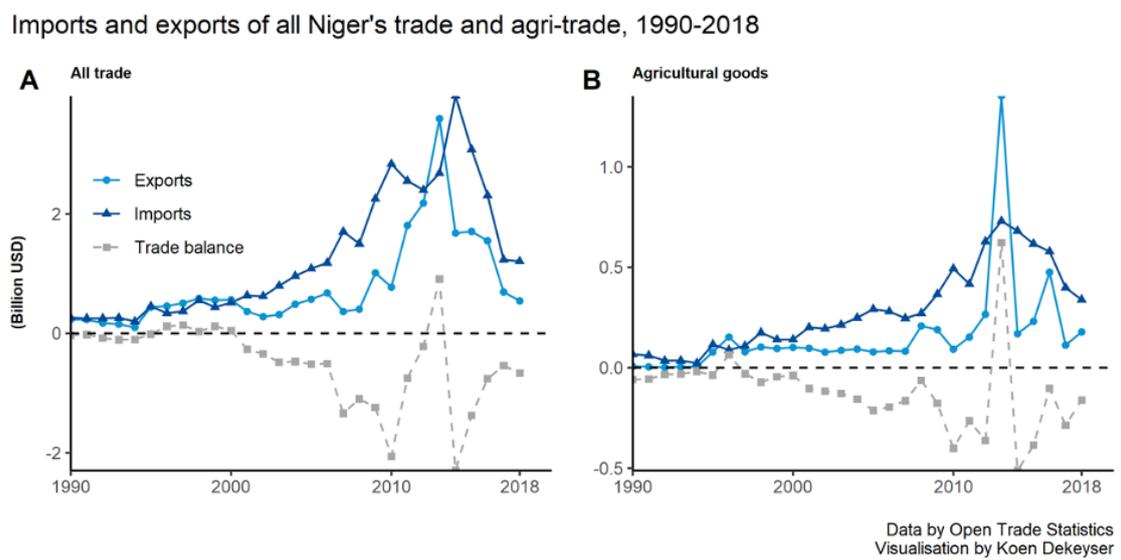


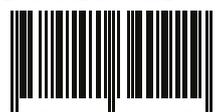
Figure 19: Le commerce



Projet AgrInvest-Systèmes alimentaires
Étude de cadrage du
système agroalimentaire
au Niger

**Facteurs clés et chaînes de valeur prometteuses pour
améliorer la durabilité du système alimentaire**

ISBN 978-92-5-134092-9



9 789251 340929

CB3742FR/1/03.21